

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2171

21 août 2015

SOMMAIRE

Aion S.à r.l.	104181	GS 5 S.à r.l.	104162
Aperto	104162	IAC Canada Holdings LUX S.à r.l.	104171
APEX Tool Holding Luxembourg	104168	Landmark S.A.	104208
Apodis S.A.	104163	LKF S.A.	104164
APPIA Global Infrastructure Portfolio SCA, SICAV-FIS	104171	Meng Drogerie + S.à R.L.	104196
ARCHITEKTENBUERO S.A.	104201	Meridian Funding CCI-LB 2015-1 S.à r.l.	104173
Arthur Welter Transports S.à r.l.	104165	NATRIX, S.A.	104163
Balkinvest S.A.	104163	Neuheim Lux Group Holding V	104170
Beaver Creek	104169	Nikla S.A. S.P.F.	104164
Best Luxcars S.à r.l.	104169	Palais Angkor S.A.	104172
Blue Alpha	104169	Partners Group Global Real Estate 2013 S.C.A., SICAR	104169
BRC S.à r.l.	104208	Perseus Immobilien Gesellschaft 9	104164
Breuilhe S.A.	104179	Perseus Real Estate Investment S.à r.l.	104165
Breuilhe S.A.	104196	Pertento (Top) Luxembourg S.à r.l.	104169
Canepa Brazilian Equity Opportunités	104179	Prop Co S.A., SPF	104205
Ciep Participations S.à r.l. SICAR	104167	Quilvest Wealth Management S.A.	104166
COMOI Fund S.C.A., SIF-SICAV	104201	Restclair S.à r.l.	104170
Coordination-Rénovation S.à r.l.	104207	Rowan Logistics S.à r.l.	104166
Elix Holdings Management S.à r.l.	104162	RREP EINS S.à r.l.	104170
Emerge Capital	104166	SELP (Alpha Poland) S.à r.l.	104170
Encorp Capital S.A.	104165	Valsuper Unigret International S.C.A.	104167
Europa Heron S.à r.l.	104205	Venezia Finance S.A., SPF	104165
Financière d'Ancône	104163	Yorkdale S.à r.l., SPF	104164
F.M.O. S.A., SPF	104162	Zeliplast S.à r.l.	104166
Gestielle Investment Sicav	104167	Zum Immo Promotion S.à r.l.	104168

Aperto, Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 159.770.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23/06/2015.

Référence de publication: 2015099210/10.

(150109116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

GS 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 155.799.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 de la Société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GS 5 S.à r.l.
Marielle Stijger
Gérant

Référence de publication: 2015102289/13.

(150112225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Elix Holdings Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 164.353.

Par résolutions signées en date du 4 juin 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Stéphane Gatto, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Noëlla Antoine, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant de catégorie B avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 juin 2015.

Référence de publication: 2015103835/15.

(150113671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

F.M.O. S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 55.771.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 31 août 2015 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2013.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015137898/1023/16.

Balkinvest S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 56.239.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015099259/9.

(150110015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Apodis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2715 Luxembourg, 14, rue Walram.

R.C.S. Luxembourg B 110.002.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée ordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg en date du 24 juin 2015 que:

Le siège social de la société est transféré au L - 2715 Luxembourg 14, Rue Walram

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015099212/10.

(150109384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

NATRIX, S.A, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 68.187.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'administrateur VALON S.A., R.C.S. Luxembourg B-63143, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société NATRIX S.A., Monsieur Stanislas BUNETEL, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Jean-Marie BETTINGER, démissionnaire.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Pour: NATRIX S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015105139/17.

(150115157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Financière d'Ancône, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 33.608.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra extraordinairement le *31.08.2015* à 15.30 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2014;
- Affectation du résultat au 31.12.2014;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2015136255/18.

Perseus Immobilien Gesellschaft 9, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 132.806.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015098598/9.

(150108682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Yorkdale S.à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 4.560.000,00.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 91.874.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015098802/10.

(150108133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Nikla S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 190.887.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'administrateur VALON S.A., R.C.S. Luxembourg B-63143, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société NIKLA S.A. S.P.F., Monsieur Stanislas BUNETEL, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Jean-Marie BETTINGER, démissionnaire.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Pour: NIKLA S.A. S.P.F.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015105149/17.

(150115170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

LKF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 107.917.

Einberufung zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft welche am 2. September 2015 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz stattfindet und folgende Tagesordnung hat:

Tagesordnung:

1. Verlesung der Jahresberichte zum 31. Dezember 2014 des Verwaltungsrates sowie des Aufsichtskommissars;
2. Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. Dezember 2014;
3. Beschlussfassung über das Jahresergebnis;
4. Entlastung für die Verwaltungsratsmitglieder und den Aufsichtskommissar;
5. Beschluss gemäß Artikel 100 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften;
6. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015136256/561/18.

Perseus Real Estate Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 127.199.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015098599/9.

(150108745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Arthur Welter Transports S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3372 Leudelange, Z.I. Am Bann.

R.C.S. Luxembourg B 52.372.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 JUIN 2015.

Stéphanie Paché.

Référence de publication: 2015099221/10.

(150109213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Encorp Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 196.488.

Extrait des résolutions adoptées en date du 2 juillet 2015 lors de la réunion du Conseil d'Administration de la Société

- La démission de Monsieur Nicolas Mille de ses fonctions d'administrateur de la Société a été acceptée avec effet au 1^{er} juillet 2015.

- La cooptation de:

* Madame Valérie Poss, employé privé, né le 2 août 1965 à Algrange (France), résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg;

en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015 jusqu'au 15 avril 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ENCORP CAPITAL S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015105746/17.

(150116369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Venezia Finance S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 42.290.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *31 août 2015* à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2014, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2014.
4. Ratification de la cooptation d'un nouvel Administrateur
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015137896/1023/18.

Quilvest Wealth Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 48, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 161.224.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015098615/9.

(150108309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Rowan Logistics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 108.692.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015098627/9.

(150108054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Zeliplast S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 16, rue de Drinklange.

R.C.S. Luxembourg B 170.303.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015098804/10.

(150108497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Emerge Capital, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 48.530.

Shareholders of EMERGE CAPITAL (in liquidation) are informed that the quorum in order to vote the points set out on the Agenda of the Extraordinary General Meeting held on 23rd July 2015 was not reached. Therefore, we are pleased to convene you to a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company which will be held at the registered office of the Company, on *11th September 2015* at 11.00 a.m. (Luxembourg time) for the purpose of considering and voting upon the following Agenda:

Agenda:

1. Resolution on the acquisition in cash of the entire portfolio of Emerge Capital (in liquidation) SICAV from a third party.
2. Miscellaneous.

The shareholders are further advised that, according to the company law in Luxembourg, the resolutions set out on the above mentioned Agenda may be validly deliberated no matter how many shares will be present or represented at this second Extraordinary General Meeting.

We also enclose a Proxy form by which you may be represented at the second Extraordinary General Meeting. In this case, we kindly invite you to fill in and sign the Proxy form and to return it to the OPC Montage Department before 10th September 2015 at 4.00 p.m. (c/o Banque Degroof Luxembourg S.A., 12 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg - fax (+352) 250721 2344. Email address. OPC_Montage@degroof.lu). We will further ask you to have your signature proceeded by the handwritten mention "Good for Proxy".

By order of the Liquidator

ME Business Solutions Sàrl represented by Mr. Alexandre Bruncher

Référence de publication: 2015132534/755/26.

Valsuper Unigret International S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 63.940.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015098756/9.

(150108304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Ciep Participations S.à r.l. SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 190.628.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 juillet 2015.

CIEP Participations S.à r.l. SICAR

Un mandataire

Référence de publication: 2015104697/13.

(150115643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Gestielle Investment Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 63.851.

The extraordinary general meeting of shareholders of the Company was convened before a notary in Luxembourg at 14 Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette on 20 July 2015, with the same agenda as below. The extraordinary general meeting of shareholders of the Company could not validly deliberate on the items of the agenda, as the quorum required by article 67-1(2) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915") was not reached.

Consequently notice is hereby given that a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company (the "Meeting") will be held at 14 Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette on 7 September 2015 at 2.30 p.m., in order to amend the articles of incorporation of the Company (the "Articles"). The Meeting will have the following agenda:

Agenda:

1. Replacement of all references to the law of December 20, 2002 relating to undertakings for collective investment (the "2002 Law") by references to the law of December 17, 2010 relating to undertakings for collective investment (the "2010 Law") and replacement of all references to specific articles of the 2002 Law by the relevant articles of the 2010 Law.
2. Deletion of the provision of Article 5 setting the time limit during which the minimum capital of the Company has to be reached.
3. Amendment to Article 6 in order to remove the possibility to issue bearer shares and to provide a regime applicable to the remaining bearer shares.
4. Amendment to Article 11 in order to add circumstances under which the Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share and/or the issue, conversion and redemption of shares.
5. Amendment to Article 17 in order to permit the investments in other UCIs (as defined under the 2010 Law), units of master UCITS and shares of other sub-funds of the Company.
6. Amendment to Article 23 in order to change the location of the annual general meetings of the shareholders of the Company to Esch-sur-Alzette as well as to allow the board of directors of the Company, if permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, to decide of other date, time or place within the Grand Duchy of Luxembourg for the holding the annual general meeting.
7. Amendment to Article 24 in in order to reflect the provisions of the 2010 Law regarding liquidations and mergers.
8. Insertion of a new Article 29 relating to the liquidation of the Company.
9. Various amendments to the Articles for consistency and clarity purposes.
10. Miscellaneous.

104168

VOTING

As the Meeting is reconvened, in accordance with the provisions of article 67-1(2) of the Law of 1915, no quorum will be required to hold the Meeting but a super majority of two-thirds of the votes validly cast will be required to adopt a resolution on the matters of the above agenda.

VOTING ARRANGEMENTS

In case you should not be able to personally attend the Meeting, a proxy can be obtained free of charge at the registered office of the Company which can be submitted by fax to the attention of Fund Corporate Services to +352 2460 3331, by 3 September 2015 (COB) at the latest.

The original copy of the proxy form must be returned by post to RBC Investor Services Bank S.A. to the attention of Fund Corporate Services, 14 Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

The Board of Directors of the Company.

Référence de publication: 2015132535/755/47.

Zum Immo Promotion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-6490 Echternach, 49, route de Wasserbillig.

R.C.S. Luxembourg B 161.441.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 22 juin 2015

Transfert du siège social de la société ZUM IMMO PROMOTION Sàrl

Ancien siège: L-6463 ECHTERNACH, Rue Maximilien, 5

Nouveau siège: L-6490 ECHTERNACH, Route de Wasserbillig, 49

Samir LEKOVIC / Asmir LEKOVIC

Gérant technique / Gérant administratif

Référence de publication: 2015098806/14.

(150108392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

APEX Tool Holding Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 15.225,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 153.561.

Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 8 mai 2015

En date du 8 mai 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Madame Catherine KOCH de son mandat de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 30 avril 2015;

- de nommer Monsieur Elvin MONTES, né le 12 avril 1982 à Jiabong, Samar, Les Philippines, ayant l'adresse professionnelle suivante: 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet au 30 avril 2015 et ce pour une durée indéterminée;

- d'accepter la démission de Monsieur David Keith WELLS de son mandat de gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat;

- de nommer Monsieur Eric John AUMEN, né le 15 août 1976 en Pennsylvanie, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au: 14600, York Road, Suite A, Sparks, Maryland 21152, Etats-Unis d'Amérique, en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Christopher William BLUMHARD, gérant de catégorie A

- Monsieur Eric John AUMEN, gérant de catégorie A

- Monsieur Elvin MONTES, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juin 2015.

Apex Tool Holding Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2015099171/28.

(150109838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Blue Alpha, Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 174.526.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015099275/9.
(150109397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Beaver Creek, Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 123.123.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Pour BEAVER CREEK
Référence de publication: 2015099264/10.
(150108990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Best Luxcars S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8707 Useldange, 20, rue de Boevange.
R.C.S. Luxembourg B 193.808.

—
Les statuts coordonnés au 15 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Diekirch, le 25 juin 2015.
Référence de publication: 2015099265/10.
(150109576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Pertento (Top) Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 188.069.

—
Les comptes annuels pour la période du 19 juin au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015102534/11.

(150111213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Partners Group Global Real Estate 2013 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 180.399.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale statutaire du 26 juin 2015

PricewaterhouseCoopers, 2 rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, est réélu comme réviseur d'entreprises pour un nouveau mandat se terminant à l'assemblée générale statutaire de 2016.

Extrait certifié sincère et conforme

Pour PARTNERS GROUP GLOBAL REAL ESTATE 2013 S.C.A., SICAR

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015102523/14.

(150111833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Restclair S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1341 Luxembourg, 9, place Clairefontaine.
R.C.S. Luxembourg B 69.126.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RESTCLAIR S.à r.l.

Référence de publication: 2015102604/10.

(150111305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

SELP (Alpha Poland) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35-37, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 182.786.

Par résolutions signées en date du 16 juin 2015, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 35-37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg avec effet au 30 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015103405/13.

(150113135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Neuheim Lux Group Holding V, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 8.624.430,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, rue Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 137.498.

Par résolutions signées en date du 4 juin 2015, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Stéphane Gatto, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Noëlla Antoine, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant B avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 juin 2015.

Référence de publication: 2015104158/15.

(150113677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

RREP EINS S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 148.030.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 17 avril 2015

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires en date du 17 avril 2015, que:

- L'Assemblée Générale nomme en tant que Gérante de la société Monsieur Sylvain Kirsch, ayant son adresse professionnelle au 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg. La durée du mandat débute au 17 avril 2015 pour une durée indéterminée.
- Transfert d'adresse de l'associé RREP LUXEMBOURG S.à r.l. au 31, Grand Rue, L-1661 Luxembourg.

Luxembourg, le 17 avril 2015.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015102614/16.

(150111462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

IAC Canada Holdings LUX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 172.320.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2015.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2015103999/12.

(150114316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

APPIA Global Infrastructure Portfolio SCA, SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 163.215.

Am achtzehnten Tag des Monats Juni im Jahre zweitausendfünfzehn,
vor dem unterzeichneten Notar Maître Edouard Delosch, mit Amtssitz in Diekirch, im Großherzogtum Luxemburg,
fand eine außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre (die Versammlung) der APPIA Global Infrastructure Portfolio S.C.A., SICAV-FIS, eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) organisiert als spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions), gegründet und organisiert nach luxemburgischem Recht, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 163.215, gegründet gemäß notarieller Urkunde von dem Notar Maître Henri Hellinckx, ansässig in Luxemburg, vom 17. August 2011, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 16. September 2011 unter der Nummer 2177 und deren Satzung zuletzt durch notarielle Urkunde von Notar Maître Edouard Delosch am 6. November 2014 geändert wurde, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 2. Dezember 2014 unter der Nummer 3663 (die Gesellschaft), statt.

Die Versammlung ernennt Maren Stadler-Tjan, Rechtsanwältin, geschäftsansässig in Luxemburg als Vorsitzende.

Die Vorsitzende bestimmt Olga Schumacher, Angestellte, geschäftsansässig in Luxemburg zur Schriftführerin der Versammlung.

Zur Stimmenzählerin der Versammlung ernennt diese Elena Medagli, Volljuristin, geschäftsansässig in Luxemburg.

(Die Vorsitzende, die Schriftführerin und die Stimmenzählerin werden nachstehend gemeinsam als die Versammlungsleitung bezeichnet).

Nach der Ernennung der Versammlungsleitung erklärt die Vorsitzende folgendes:

I. Die vorliegende Versammlung der Aktionäre wurde durch Einberufungsschreiben, welches die Tagesordnung enthielt, vom 8. Juni 2015, gemäß der der Versammlung vorliegenden Kopie, einberufen.

II. Die bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien werden auf der Anwesenheitsliste dargestellt. Diese Anwesenheitsliste und die Vollmachten der vertretenen Aktionäre werden nach deren Unterzeichnung ne varietur durch die Versammlungsleitung und die Bevollmächtigten der vorliegenden Urkunde beigefügt.

III. Das gemäß der Satzung der Gesellschaft erforderliche Anwesenheitsquorum um über einzelne Punkte der Tagesordnung beraten und abstimmen zu können ist mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals und jeder Beschluss über einzelne Punkte der Tagesordnung muss von mindestens zwei Drittel (2/3) der abgegebenen Stimmen sowie der ausdrücklichen Zustimmung des General Partners beschieden werden.

3.1. Aus der genannten Anwesenheitsliste geht hervor, dass siebzehntausend dreihundertelf Komma drei neun eins sieben drei eins (17.311,391731) Aktien der Aktienklasse A und eine (1) General Partner Aktie, welche sechsendsechzig Komma neunundachtzig Prozent (66,89 %) der von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien darstellen, bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind, so dass die Versammlung rechtskräftig über alle Tagesordnungspunkte, welche den Aktionären bekannt ist, abstimmen kann. Die Aktionäre erklären im Vorfeld der Versammlung über die Tagesordnung informiert worden zu sein.

IV. Die Tagesordnung der Versammlung lautet wie folgt:

- Änderung und Neufassung von Artikel 21 der Satzung.

Nachdem diese Tatsachen von der Versammlung als wahr dargelegt und anerkannt wurden, hat die Versammlung, nach Beratung, einstimmig folgender Beschluss gefasst:

Beschluss

Die Versammlung beschließt, Artikel 21 der Satzung zu ändern und neu zu fassen, so dass dieser nunmehr wie folgt lautet:

„ **Art. 21. Generalversammlung.**

[...]

Die jährliche Generalversammlung mit Ausnahme der ersten jährlichen Generalversammlung nach Gründung der Gesellschaft wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg-Stadt an einem in der Einladung angegebenen Ort am dritten Mittwoch des Monats Juni um 16.30 Uhr abgehalten. Wenn dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

[...]“

Zustimmung des General Partners

Der General Partner stimmt der vorstehend beschlossenen Änderung der Satzung ausdrücklich zu.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist und niemand mehr das Wort ergreift, wird die Versammlung geschlossen.

Voraussichtliche Kosten

Die voraussichtlichen Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche dem der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde entstehen, werden ungefähr eintausend einhundert Euro (EUR 1.100.-) betragen.

Erklärung

Dem Vorgenannten entsprechend, wurde die vorliegende Urkunde in Luxemburg am zu Beginn dieses Dokumentes genannten Tag erstellt.

Nachdem die Urkunde der Versammlungsleitung vorgelesen wurde, wurde diese von der Versammlungsleitung gemeinsam mit dem unterzeichneten Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. STADLER-TJAN, O. SCHUMACHER, E. MEDAGLI, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 19 juin 2015. Relation: DAC/2015/10434. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur ff. (signé): RODENBOUR.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 29. Juni 2015.

Référence de publication: 2015102761/76.

(150112585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Palais Angkor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 59.413.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 10 juillet 2014, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat des administrateurs suivants:

- Jung Aye Huot, avec adresse professionnelle au 48, Deep Water Bay Road, 37 Manderly Garden, Hong Kong
- Vanthan Huot, avec adresse professionnelle au 48, Deep Water Bay Road 37 Manderly Garden, Hong Kong
- Levinda Var, avec adresse au 27, Street 440, Phnom Penh, Cambodge,

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

2. Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes de Glen Plant, avec adresse professionnelle à Warrenside, Frensham, GU10 3AA Farnham, Surrey, Royaume-Uni, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015098560/19.

(150108485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Meridian Funding CCI-LB 2015-1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 198.030.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the fifteenth day of the month of June;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

Bahri Jawwi Private Foundation, a private foundation, incorporated under the laws of Curacao, having its registered address at Kaya Richard J. Beaujon Z/N, P.O: Box 837, Curacao,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (the “Proxy-holder”), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed “ne varietur” by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as stated above, has requested to the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Form. There is a private limited liability company which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the “Company”), and in particular by the laws of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the “Law”) as well as by the present articles of association (hereafter the “Articles”), which specify in articles 3, 6, 8 and 13 the exceptional rules applying to one member companies.

Art. 2. Corporate objectives. The Company’s object is to hold, directly or indirectly, interests in any form whatsoever, in any Luxembourg or foreign entities, to acquire by way of purchase, subscription or acquisition, any securities and rights of any kind through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or to acquire financial debt instruments in any form whatsoever, and to possess, administrate, develop, manage and dispose of such holding of interests.

The Company may also enter into the following transactions:

- To borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds (which may be convertible), notes, promissory notes and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;

- To render assistance in any form, including, but not limited to advances, loans, money deposits, credits, guarantees or granting of security to its affiliates.

- To perform any transaction, directly or indirectly, in relation to movables, real estate property or any property rights and interests, and including but not limited to, acquisitions, disposals, leases and management, partly or in full, of any real estate property and property rights and interests in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial, financial and real estate operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period.

Art. 4. Name. The Company will have the name “Meridian Funding CCI-LB 2015-1 S.à r.l.”.

Art. 5. Registered office. The registered seat of the Company is established in the City of Luxembourg. The manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers is authorized to change the address of the Company inside the municipality of the statutory seat registered office.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would be prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalized; such temporary measures will not have any effect on the Company’s nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers.

The Company may have offices and branches, both in Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 6. Corporate capital. The share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-), represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each, all which are fully paid up.

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders’ meeting, in accordance with article 13 of the Articles.

Art. 7. Shares. Each share entitles the holder thereof to a fraction of the Company's assets and the profits of the Company in direct proportion to the numbers of shares in existence.

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

The Company shall not have to be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or one of the shareholders.

Art. 8. Transfers of shares. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Transfers of shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

Art. 9. Board of managers. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute the Board of Managers (the "Board of Managers"). The managers need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders holding the majority of votes. In case a manager is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for an unlimited duration from the date of his election.

Art. 10. Powers of the board of managers. In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objective and provided the terms of this article have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or present Articles to the general meeting of the shareholders fall within the competence of the managers or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager and, in case of plurality of managers, by the joint signature of two members of the Board of Managers or by any person to whom a special power of attorney has been granted by the board of managers or any two managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers or any two members of the Board of Managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or more ad-hoc agents.

The manager, or in plurality of managers, the Board of Managers or any two members of the Board of Managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 11. Meetings and decisions of the board of managers. The Board of Managers may choose amongst its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the Board of Managers.

The meeting of the Board of Managers are convened by any two managers. The Board of Managers may validly debate without prior notice if all managers are present or represented. A manager may be represented at the meetings by one of his fellow members pursuant to a power of attorney.

The Board of Managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented. Any decision of the Board of Managers shall be adopted by simple majority of the managers present or represented.

One or more managers may participate in a meeting by means of conference call or by similar means of communication initiated from the Grand Duchy of Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence in the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members having participated.

A written decision, signed by all managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members of the Board of Managers.

The resolutions of the Board of Managers shall be recorded in minutes, to be signed, if any, by the chairman and the secretary or by all managers present, and recorded in the corporate book.

Copies or extracts of such meetings, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed, if any, by the chairman or by the secretary or by any manager.

Art. 12. Liability of the managers. The members of the board of managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it in the name of the Company.

Art. 13. Shareholder's decision. The single shareholder assumes all powers to the general meeting of the shareholders.

In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in the collective decisions irrespectively of the numbers of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the shares present or represented.

However, resolutions to change the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In any such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Art. 14. Annual general meeting of the shareholders. Within six month from the end of the financial year, the annual general meeting of the shareholders is held in the City of Luxembourg, at the date, time and place specified in the convening notice.

Art. 15. Financial year. The Company's financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 16. Adoption of financial statements. At the end of each financial year, The Company's account are established and the Board of Managers prepares an inventory including the indication of the value of the company's assets and liabilities.

Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts in accordance with Article 200 of the Law.

Art. 17. Distribution rights. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company.

Art. 18. Winding up-liquidation. At the time of winding up the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholder or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provisions is made in these Articles.

In case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st December 2015.

Subscription and liberation

All five hundred (500) shares have been subscribed by the appearing party Bahri Jawwi Private Foundation, pre-designated.

All shares have been paid-up to the extent of one hundred per cent (100%) by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is now available to the company, evidence thereof having been given to the notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately one thousand Euros.

Resolutions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

- 1) The company will be administered by a Board of Managers composed of:
 - a. Mr. Rachid OUAICH, Finance Manager, with professional address at 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
 - b. Mr. Kamal IKHERRAZEN, Portfolio Manager with professional address at 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
 - c. Mr. Benjamin HARTMEIER, Fund Controller, with professional address at 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

They are all appointed for an undetermined period.

2) The registered address of the Company shall be established at 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinzième jour du mois de juin;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

Bahri Jawwi Private Foundation, une fondation privée constituée sous les lois de Curaçao, ayant son siège au Kaya Richard J. Beaujon Z/N, P.O. Box 837, Curaçao,

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (le "Mandataire"), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société a responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives a une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 3, 6, 8 et 13 les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. Objet social. La Société a pour objet le détention, directe ou indirecte, de tous intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entités luxembourgeoise ou étrangères, et l'acquisition, par voie de cession, souscription ou acquisition, de tous titres et droit de toute nature, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou d'acquérir des instruments financiers de dettes, sous quelque forme que ce soit, ainsi que de posséder, administrer, développer, gérer et disposer de ces intérêts.

La Société pourra également conclure les transactions suivantes:

- emprunter sous quelque forme que ce soit ou obtenir toute forme de crédit et lever des fonds, et notamment mais non exclusivement, par l'émission d'obligations (qui peuvent être convertibles), de titres de dettes, de billets à ordre et autres instruments de dette ou titres, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- apporter une assistance financière, sous quelque forme que ce soit, et notamment mais non exclusivement par voie d'avances, de prêts, de dépôts de fonds, de crédits, de garanties ou de sûretés accordées à toutes sociétés apparentées.

- de conclure toute transaction, directe ou indirecte, en relation avec des biens corporels, des immeubles ou tout autre droit ou intérêt, et notamment mais non exclusivement d'acquérir, de disposer, de louer et gérer, partiellement ou en totalité, tout bien immobilier ou droit et intérêt au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

D'une manière générale la Société peut également faire toutes opérations commerciales, techniques et financières ainsi que toute transaction sur les biens mobiliers et immobiliers, si ces opérations peuvent faciliter l'accomplissement de l'objet pré mentionné ou sont nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet, ainsi que toutes opérations décrites directement ou indirectement dans cet article.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société a comme dénomination «Meridian Funding CCI-LB 2015-1 S.à r.l.».

Art. 5. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg. Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance est autorisé à transférer le siège social à l'intérieur de la ville du siège statutaire.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixe a douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représente par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune, chaque part étant entièrement libérée.

Le capital peut être modifié à tout moment par décision de l'Associé Unique (quand il y a un seul associé) ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 13 des présents Statuts.

Art. 7. Parts sociales. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

La Société ne sera pas dissoute par suite de décès, de la suppression des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 8. Cession de parts sociales. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Les parts sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Le transfert de parts sociales doit s'effectuer par un acte notarié ou sous seing privé. Le transfert ne peut être opposable à l'égard de la société ou des tiers qu'à partir du moment de sa notification à la Société ou de son acceptation sur base des dispositions 1690 du Code Civil.

Art. 9. Conseil de gérance. La société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un Conseil de Gérance (le «Conseil de Gérance»). Les membres du Conseil de Gérance ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants pourront, à tout moment, être révoqués, avec ou sans motif, par décision prise par les associés détenant la majorité des votes. Si un gérant est nommé sans mention de la durée de son mandat, il sera considéré comme nommé pour une durée illimitée à partir de la date de cette nomination.

Art. 10. Pouvoirs du conseil de gérance. Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a/ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

La Société est valablement engagée par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance ou de toute autre personne à qui un mandat spécial a été donné par le Conseil de Gérance ou par deux des gérants.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance ou deux des membres du Conseil de Gérance peuvent subdéléguer une partie de leurs pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc pour des tâches déterminées.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance ou deux membres du Conseil de Gérance, déterminent les responsabilités et la rémunération (éventuelle) de ces agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leurs mandats.

Art. 11. Réunions et décisions du conseil de gérance. Le Conseil de Gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des assemblées générales des associés.

Les réunions du Conseil de gérance sont convoquées par deux gérants. Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés. Un gérant peut être représenté à une réunion de par un de ses collègues en vertu d'une procuration.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Toute décision du Conseil de Gérance doit être adoptée à la majorité simple.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication, à partir du Grand-Duché de Luxembourg, ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Cette décision peut être documentée par un document unique ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise par le Conseil de Gérance, dûment convoqué. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par tous les participants.

Les résolutions du Conseil de Gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui sont signés, le cas échéant, par le président et le secrétaire ou par tous les gérants présents et seront déposés dans les livres de la Société.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés, le cas échéant, par le président, le secrétaire ou par un gérant.

Art. 12. Responsabilité des gérants. Les membres du Conseil de Gérance ne contracteront à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 13. Décisions des associés. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de part qu'il détient.

Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins trois quart du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

La tenue d'assemblée générale n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou des décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 14. Assemblée générale annuelle. Endéans des six mois de la clôture de l'exercice social, l'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit dans la ville de Luxembourg, à la date et l'endroit indique dans les convocations.

Art. 15. Exercice social. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Résultats sociaux. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société. L'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits conformément à l'article 200 de la Loi.

Art. 17. Répartition des bénéfices. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déductions des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Art. 18. Dissolution, Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommes par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la loi.

En cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise devra prévaloir.

Disposition transitoire

Le premier exercice sociale comme le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Toutes les cinq cents (500) parts sociales ont été souscrites par la partie comparante Bahri Jawwi Private Foundation, pré-désignée.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par versement en numéraire de sorte que le montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare par les présentes avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille euros.

Résolutions prises par l'associé unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

1) La Société est administrée par un Conseil de Gérance composé de:

a. Monsieur Rachid OUAICH, Finance Manager, avec adresse professionnelle au 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

b. Monsieur Kamal IKHERRAZEN, Portfolio Manager, avec adresse professionnelle au 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

c. Monsieur Benjamin HARTMEIER, Fund Controller, avec adresse professionnelle au 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Ils sont tous nommés pour une durée indéterminée.

2) Le siège social de la Société est établi au 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 18 juin 2015. 2LAC/2015/13564. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Référence de publication: 2015104123/343.

(150114422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Breuilhe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 19, rue Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 125.829.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015099284/9.

(150109907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Canepa Brazilian Equity Opportunites, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 180.105.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth of June.

Before the undersigned, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg (hereinafter referred to as the "Notary").

THERE APPEARED

WELLAND LIMITED, a company incorporated and existing under the laws of Bahamas, having its registered office at Scotia House, 404 East Bay Street, P.O. Box N-3016, Nassau, Bahamas, (hereinafter referred to as the "Appearing Party").

here represented by Mr. Henri DA CRUZ, employee, professionally residing in Junglinster, by virtue of the power of attorney given under private seal (hereinafter referred to as the "Attorney").

The said power of attorney, initialled "ne varietur" by the Attorney of the Appearing Party (as such term is defined below) and the Notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such Appearing Party is the sole shareholder of "Canepa Brazilian Equity Opportunites", a société à responsabilité limitée incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-8308 Capellen, 75, Parc D'Activités, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B. 180.105 (the "Company") and, incorporated pursuant to a deed of Me Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, dated 27 August 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2678 of 25 October 2013, (hereinafter referred to as the "Company").

The Appearing Party representing the whole corporate capital requires the Notary to act the following resolutions:

First resolution

The Appearing Party resolves to convert the subscribed capital of the Company from Euros, into United State Dollars such conversion being effected at the official exchange rate United State Dollars against Euros as it was fixed on 1st January 2015 and being USD 1.- = EUR 0.82351 so that after conversion the subscribed capital of the Company amounts to fifteen thousand one hundred seventy-seven United State Dollars (USD 15,117.-).

The Appearing Party further resolves to change the nominal value of the shares from one Euro (EUR 1.-) into one United State Dollars (USD 1.-).

As a result, the share capital of fifteen thousand one hundred seventy-seven United State Dollars (USD 15,117.-) is represented by fifteen thousand one hundred seventy-seven (15,117) shares.

Second resolution

Further to the above resolution, the Sole Shareholder resolves to amend the first paragraph of article 5.1. of the Articles which shall now read as follows:

“ **Art. 5.1.** The Company's share capital is set at fifteen thousand one hundred seventy-seven United State Dollars (USD 15,117.-), consisting of fifteen thousand one hundred seventy-seven (15,117) shares having a par value of one United State Dollar (USD 1.-) each.”

Costs and expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at one thousand Euro.

The undersigned Notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the Appearing Party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed is drawn up in Junglinster, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the Attorney of the Appearing Party known to the Notary by her name, first name, civil status and residence, the Attorney of the Appearing Party signed together with the Notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinze juin.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné (ci-après le "Notaire").

A COMPARU

WELLAND LIMITED, une société constituée et existante sous le droit des Bahamas, ayant son siège social à Scotia House, 404 East Bay Street, P.O. Box N-3016, Nassau, Bahamas, (ci-après la «Comparante»).

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé (ci-après le "Mandataire").

La procuration, signée ne varietur par le Mandataire de la Personne Comparante (tel que ce terme est défini ci-dessous) et par le Notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante agissant est l'associé unique de la Société «Canepa Brazilian Equity Opportunités», une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-8308 Capellen, 75, Parc D'Activités, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 180.105 (la «Société») et constituée suivant acte de Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 27 août 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2678 du 25 octobre 2013, (ci-après la "Société").

La Comparante représentant la totalité du capital social demande le Notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

La Comparante décide de convertir le capital social émis de la Société d'EUR en US Dollars, cette conversion étant effectuée au taux de change officiel US Dollars contre Euros tel qu'il était fixé le 1 janvier 2015 à USD 1,-= EUR 0,82351 de sorte qu'après cette conversion, le capital social émis de la Société est de quinze mille cent dix-sept USD Dollars (USD 15.117,-).

La Comparante décide, de plus, de changer la valeur nominale des parts d'un euro (EUR 1,-) à un US Dollars (USD 1,-).

En conséquence, le capital social de quinze mille cent dix-sept USD Dollars (USD 15.117,-) est représenté par quinze mille cent dix-sept (15.177) parts sociales.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5.1. des Statuts de la Société, qui se lira désormais comme suit:

« **Art. 5.1.** La Société a un capital social de quinze mille cent dix-sept USD Dollars (USD 15.117,-) représenté par quinze mille cent dix-sept (15.117) parts sociales ayant une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1,-) chacune.

Coûts et frais

Les coûts, frais, rémunération ou charges sous quelque forme que ce soit qui devront être supportés par la Société en conséquence du présent acte s'élèveront à approximativement mille euros.

Le Notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française; à la demande de la Personne Comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Sur quoi le présent acte a été établi à Junglinster, à la date mentionnée au début du présent acte.

Après que lecture de l'acte a été faite au mandataire de la Personne Comparante, connu du Notaire par son nom, prénom, statut civil et lieu de résidence, ledit mandataire de la Personne Comparante a signé ensemble avec le Notaire le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 17 juin 2015. Relation GAC/2015/5123. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Nathalie DIEDERICH.

Référence de publication: 2015102051/94.

(150112074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Aion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 181.299.

In the year two thousand and fifteen on the seventeenth day of June,

Before Us Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Mr. Antonio Luiz da Cunha Seabra, born on 23rd of March, 1942 in São Paulo-SP, Brazil, holding passport number FD453906, issued on 31st of March, 2011, expiring in 30th of March, 2016, residing professionally in Amauri street, number 255, 17th floor, São Paulo - SP Brazil,

here represented by Peggy Simon, employee, with professional address at 9, Rabatt L-6475 Echternach, the Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy established on 15 June 2015.

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

A. Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. Mr. Antonio Luiz da Cunha Seabra is the sole member (the "Sole Member") of Aion S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended, having its registered office at 6 Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, under number B 181.299 (the "Company");

II. The Company's share capital is set at four hundred thirty nine million three hundred ninety two thousand one hundred seventy-one US Dollars (US\$ 439,392,171.-) divided into four hundred thirty nine million three hundred ninety two thousand one hundred seventy-one shares (439,392,171.-) with no nominal value;

B. Having regards to the information as disclosed above the Sole Member, through his proxyholder, took the following resolutions:

First resolution

The Sole Member resolved to reorganize the share capital of the Company by creating the following classes of shares:

- Ordinary shares deemed non-redeemable, except as a result of a conversion of Ordinary Shares into Non-Voting Redeemable Shares, upon share capital decrease and/or winding-up of the Company (the "Ordinary Shares"); and
- Non-voting mandatory redeemable preferred shares, having the preferences, rights, voting powers, restrictions, payment rights as to dividends and other distributions, qualifications and terms and conditions of redemptions as set forth in the below restated by-laws (the "Non-Voting Redeemable Shares").

Second resolution

The Sole Member decides to exchange and replace all four hundred thirty nine million three hundred ninety two thousand one hundred seventy-one US Dollars (US\$ 439,392,171.-) existing shares in issue in the Company against the newly created

Ordinary Shares and Non-Voting Redeemable Shares, so that the share capital of the Company be henceforth represented by:

- Two hundred and nineteen million six hundred and ninety-six thousand eighty-six (219,696,086) Ordinary Shares with a nominal value of one US Dollars (USD 1.-), each; and
- Two hundred and nineteen million six hundred and ninety-six thousand eighty-five (219,696,085) Non-Voting Redeemable Shares with a nominal value of one US Dollars (USD 1.-) each.

All the newly created Ordinary Shares and Non-Voting Redeemable Shares were fully paid-up, so that the company has at its disposal the corresponding amount, as has been certified to the undersigned notary.

Third resolution

As a consequence of the above and in order to reflect the above resolutions, the Sole Shareholder decides to restate the articles of association of the Company as follows:

“ **Art. 1. Form.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular the law dated 10 th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the «Law»), as well as by the articles of association (hereafter the «Articles»).

Art. 2. Object.

2.1. The Company shall have as its object the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, and the control, the management, as well as the development of these participations.

The Company may grant loans or borrow in any form, except by way of public offering, with or without security and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, and other debt instruments or debt securities, convertible or not, the use of financial derivatives or otherwise to any company, partnership or enterprise whether or not the Company has any participation in such company, partnership or enterprise. It may acquire any securities or rights by way of share participations, subscriptions, and negotiations or in any manner participate in the establishment, development and control of any company, partnership or enterprise or render any assistance by way of guarantees or otherwise to any company, partnership or enterprise (whether or not the Company has any participation in such company, partnership or enterprise). It may carry out any industrial activity and maintain a commercial establishment open to the public.

2.2. The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

2.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

2.4. The Company may also carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise disposing of, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

2.5. The above description is to be understood in the broadest sense and the above enumeration is not restrictive.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Corporate Name. The Company will have the name "AION S.a r.l.".

Art. 5. Registered Office. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by a decision of the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. Capital - Shares.

6.1. Share Capital

The share capital is set at four hundred thirty nine million three hundred ninety two thousand one hundred seventy-one US Dollars (US\$ 439,392,171.-) divided into the following classes of Shares, with the respective features as mentioned hereafter:

- Two hundred and nineteen million six hundred and ninety-six thousand eighty-six (219,696,086) fully paid-up ordinary shares deemed non-redeemable, except as a result of a conversion of Ordinary Shares into Non-Voting Redeemable Shares, upon share capital decrease and/or winding-up of the Company (the “Ordinary Shares”) with a nominal value of one US Dollars (USD 1.-) each; and

- Two hundred and nineteen million six hundred and ninety-six thousand eighty-five (219,696,085) fully paid-up non-voting mandatory redeemable preferred shares (the “Non-Voting Redeemable Shares”) with a nominal value of one US Dollars (USD 1.-) each, ((i) the Ordinary Shares together with the Non-Voting Redeemable Shares being hereafter referred to as the “Shares”, (ii) holders of Ordinary Shares being individually hereafter referred to as an “Ordinary Shareholder” and collectively hereafter referred to as the “Ordinary Shareholders”, (iii) holders of Non-Voting Redeemable Shares being individually hereafter referred to as a “Non-Voting Redeemable Shares Holder” and collectively hereafter referred to as the “Non-Voting Redeemable Shares Holders” and (iv) the Ordinary Shareholders together with the Non-Voting Redeemable Shares Holders being hereafter referred to as the “Shareholders”).

6.2. Authorised Share Capital

The Company's authorised share capital, including the issued share capital, is fixed at two billion four hundred twenty-five million six hundred sixty-six thousand two hundred thirty US Dollars (US\$ 2,425,666,230.-) divided into:

- One billion two hundred and twelve million eight hundred and thirty-three thousand one hundred and fifteen (1,212,833,115) Ordinary Shares with a nominal value of one US Dollars (USD 1.-) each; and

- One billion two hundred and twelve million eight hundred and thirty-three thousand one hundred and fifteen (1,212,833,115) Non-Voting Redeemable Shares with a nominal value of one US Dollars (USD 1.-) each.

During a period of five years starting from the date of publication of the present deed, the board of managers is authorised to increase from time to time the subscribed capital of the Company within the limits of the authorised capital, at once or by successive portions, by issuance of new Shares with or without share premium within the limits of the foregoing authorisation and provided that any issuance of new Shares to a non-shareholder requires the prior approval of Shareholders representing three-quarters of the share capital. The new Shares with or without share premium may be paid in cash or by contribution-in-kind of securities or other assets, in compliance with Luxembourg law.

This authority may be extended by (i) a decision of the single Shareholder or (ii) a decision of the Shareholders' general meeting adopted by the Shareholders representing three quarters of the share capital of the Company, including at least a majority of three quarters of the Non-Voting Redeemable Shares Holders.

6.3. Issuing - Cancellation of Shares

The subscribed share capital may be increased or decreased, and Shares may be issued and/or cancelled accordingly, in one or several times, at any time by a decision of the single Shareholder or by a decision of the Shareholders' general meeting voting with the quorum and majority rules set out below:

- Capital increase

* In case of share capital increase (not affecting the number of Non-Voting Redeemable Shares in issue): either (i) a decision of the single Shareholder or (ii) a decision of the Ordinary Shareholders' general meeting adopted by the Ordinary Shareholders representing three quarters of the Ordinary Shares of the Company is required;

* In case of share capital increase affecting the number of Non-Voting Redeemable Shares in issue: either (i) a decision of the single Shareholder or (ii) a decision of the Shareholders' general meeting adopted by the Shareholders representing three quarters of the share capital of the Company, including at least a majority of three quarters of the Non-Voting Redeemable Shares Holders is required;

- Capital decrease.

* In case of share capital decrease (Cf. Article 6.7 (c) below): either (i) a decision of the single Shareholder or (ii) a decision of the Shareholders' general meeting adopted by the Shareholders representing three quarters of the share capital of the Company, including at least a majority of three quarters of the Non-Voting Redeemable Shares Holders is required.

6.4. Conversion of Shares

Shares can be freely converted among Shareholders from one Class to another under the following conditions/requirements:

- At the discretion of the Shareholders;

- Consistently with the provisions regarding the issuing and cancellation of Shares, as provided for notably under Article 6.3 and Article 6.7 of the Articles, including but without limitation to, the quorum and majority rules in case of share capital increase or decrease;

- Consistently with the provisions regarding the redemption of Shares as provided for under notably Article 6.5 of the Articles, including but without limitation to the specific provisions regarding the Redemption Price and the so-called Maturity Date (as both are defined hereafter), so that the conversion of Shares from one Class to another must not have as an objective or as an effect to extend the term of Non-Voting Redeemable Shares (which should not exceed the tenth anniversary of their issue date).

Conversion of Shares from one Class to another must be:

- Booked in the Ordinary Shares Premium Account and Non-Voting Redeemable Shares Premium Account, as relevant;

- Considered as entailing a transfer of the rights attached to the Class in which the Shares has been converted into as from the conversion date; it being understood that the financial rights attached to the newly converted Shares shall be calculated as from the conversion date. Having regard to the above, but without hereby limiting the general scope of the

obligations set forth in the preceding sentence, all and any accrued but unpaid financial rights/amounts from the day immediately before the conversion date remain acquired to the relevant Shareholder;

- Documented, as relevant, through the registration of the newly created Ordinary Shares and/or Non-Voting Redeemable Shares in the share register of the Company, as relevant; and

Implemented for each Share in one-way only, so that (i) once a Non-Voting Redeemable Share is converted into an Ordinary Share, such newly converted into Ordinary Share may not be subsequently reconverted into a Non-Voting Redeemable Share, conversely (ii) once an Ordinary Share is converted into a Non-Voting Redeemable Share, such newly converted into Non-Voting Redeemable Share may not be subsequently reconverted into an Ordinary Share.

When, at any time during the life of the Company, its Shares are held by more than one single Shareholder, all the Non-Voting Redeemable Shares shall automatically and immediately be converted, at the election of the Holder of the Non-Voting Redeemable Share(s) into (i) Ordinary Shares and/or into (ii) Shares having the same features than the Non-Voting Redeemable Shares but having voting right. In such a case, the Company's Shares register should be updated to reflect the automatic conversion as soon as practicable, and the Articles modified during the next Shareholders' meeting to be convened following the automatic conversion.

6.5 Redemption of Shares

Ordinary Shares can only be redeemed as a result of a conversion of Ordinary Shares into Non-Voting Redeemable Shares, in case of share capital decrease and/or upon the winding-up of the Company.

Non-Voting Redeemable Shares are redeemable shares within the meaning of Article 49-8 of the Law and their redemption at the request of the Company and/or its Shareholder shall be governed by Article 49-8 of the Law.

Non-Voting Redeemable Shares shall be redeemed:

- At the earliest after the first anniversary of the issue date of the Non-Voting Redeemable Shares and at the latest on the tenth anniversary of the issue date of the Non-Voting Redeemable Shares (hereafter the "Maturity Date"); and

- At any time after their first anniversary of the issue date, at the discretion by the Company and/or Non-Voting Redeemable Shares Holders upon its/their respective request;

- At a price corresponding to a payment in cash or in kind per redeemed Non-Voting Redeemable Shares (hereafter the "Redemption Price") equal to:

* The nominal value, or, in the absence thereof, the par value of each Non-Voting Redeemable Shares; increased by

* All and any accrued but unpaid Preferential Dividend, as defined in Article 18.2. of the Articles; and

* An amount corresponding to the balance of the Non-Voting Redeemable Shares Premium Account divided by the number of outstanding Non-Voting Redeemable Shares.

The payment of the amounts referred to above can be paid only from sums available for distribution in accordance with Article 72-1 of the Law (hereafter the "Available Sums").

The redemption of the Non-Voting Redeemable Shares is subject to the following conditions:

1. It can only be made by using Available Sums or the proceeds of a new issue made with a view to carry out such redemption;

2. Except in the case of a new issue made with a view to carry out such redemption, an amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the par value of all the outstanding Non-Voting Redeemable Shares to be redeemed must be allocated to a reserve which cannot be distributed to Shareholders except in the event of a decrease of the subscribed share capital of the Company; except in this specific case, the reserve can only be used to increase the subscribed share capital of the Company by capitalization of this reserve.

However, on the Maturity Date, if Available Sums are insufficient for the Company to redeem all the Non-Voting Redeemable Shares, the redemption of all the Non-Voting Redeemable Shares will not be hindered; such insufficiency only entails the deferment of the payment of the Redemption Price due on the Maturity Date. In this latter case, the Company shall pay to the holders of the redeemed Non-Voting Redeemable Shares whatever amount up to the Available Sums on the Maturity Date, the remaining part of the Repurchase Price to be paid as and when the Company will have sufficient Available Sums for this purpose, without interest for delayed payment.

As long as the Redemption Price at Maturity has not been paid in full, no dividend shall be paid to the Shareholders.

The redeemed Shares shall be cancelled and the issued share capital decreased accordingly.

6.6. Share Premium

Except otherwise provided, any amount of share premium which has been or shall be paid in addition to the nominal value shall remain attached to the corresponding Shares of the relevant Class of Shares and shall be allocated to a share premium account, as follows:

- Any share premium paid on the Ordinary Shares shall be booked in an Ordinary Shares premium account (hereafter the "Ordinary Shares Premium Account"), and the Company shall book in such account, the amount or value of any premium paid on the Ordinary Shares, any additional capital surplus contributed by the Ordinary Shareholders to the Company and other amount(s), if any, allocated to such Ordinary Shares Premium Account in accordance with the Articles. Any amount booked in the Ordinary Shares Premium Account (unless totally or partially allocated to the legal reserve) constitutes a sum available for distribution of dividends or any other form of distribution on the Ordinary Shares. The available amount

booked in the Ordinary Shares Premium Account can be distributed or repaid from time to time upon decision of the Board of Managers;

- Any share premium paid on the Non-Voting Redeemable Shares shall be booked in a Non-Voting Redeemable Shares premium account (hereafter the “Non-Voting Redeemable Shares Premium Account”), and the Company shall book in such account, the amount or value of any premium paid on the Non-Voting Redeemable Shares, any additional capital surplus contributed by the Non-Voting Redeemable Shares to the Company and other amount(s), if any, allocated to such Non-Voting Redeemable Shares Premium Account in accordance with the Articles. Any amount booked in the Non-Voting Redeemable Shares Premium Account (unless totally or partially allocated to the legal reserve) constitutes a sum available for distribution of dividends or any other form of distribution on the corresponding Non-Voting Redeemable Shares. The available amount booked in the Non-Voting Redeemable Shares Premium Account can be distributed or repaid from time to time upon decision of the Board of Managers.

6.7. Voting rights

Each Ordinary Share confers an identical voting right and each Ordinary Shareholder has voting rights commensurate to its/his/her shareholding. The Company may only issue Ordinary Shares having each an equal voting right.

Such Non-Voting Redeemable Shares shall have no voting rights and shall never be taken into account for the calculation of the quorum or majority requirements, save for resolutions having for purpose:

- a) The issue of new Non-Voting Redeemable Shares by the Company (including in the case of conversion of Ordinary Shares into Non-Voting Redeemable Shares);
- b) The redemption of Non-Voting Redeemable Shares (including in the case of conversion of Non-Voting Redeemable Shares into Ordinary Shares);
- c) The decrease of the share capital of the Company;
- d) The determination, variations of and change to the rights attached to the Non-Voting Redeemable Shares, included but not limited to, the right related to the preferred dividends;
- e) The change of the corporate object of the Company;
- f) The issuance of convertible bonds (i.e., issued without a public offering);
- g) The change of the corporate form or of the nationality of the Company;
- h) The dissolution or liquidation without dissolution, or merger, split or other similar restructuring of the Company.

Art. 7. Financial Rights of Non-Voting Redeemable Shares. Further to the allocation of the legal reserve, a right is borne automatically to the benefit of Non-Voting Redeemable Shares regarding payment a Preferential Dividend, as further described under Article 18.3.

Art. 8. Financial Rights of Ordinary Shares. Further to the allocation of the Preferential Dividend, each Ordinary Share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of Ordinary Shares in held in the Company.

Art. 9. Indivisibility of Shares. Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. Transfer of Shares.

10.1 Transfer of Shares among Shareholders

The Shares are freely transferrable among the Shareholders.

10.2. Transfer of Shares to Non Shareholders

In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

The transfer of Shares (inter vivos) to non-Shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of Shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company, including at least a majority of three quarters of Non-Voting Redeemable Shares Holders.

A Share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with Article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to Articles 189 and 190 of the Law.

Art. 11. Stapling Agreements. The Shares may not be stapled to convertible instruments as may be issued by the Company from time to time; any agreement providing for stapling of the Shares is being thus deemed invalid.

Art. 12. Survival of the Company. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

Art. 13. Management. The Company is managed by one or more managers appointed by the Shareholders' general meeting. If several managers are appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be Shareholder(s) of the Company. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the manager or, in case of plurality of managers, of the board of managers.

Toward third parties the Company will be validly committed by the sole signature of the sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signatures of two managers.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The board of managers elects a chairman from among its members.

If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

The meetings of the board of managers are convened by any manager with a 24 hours prior notice.

The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented and have had due knowledge of the agenda of the meeting beforehand.

A manager can be represented at a meeting by another member of the board of managers via proxy.

The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxy. Any decision of the board of managers shall be taken with the favorable vote of the simple majority of the managers present or represented at such meeting. The minutes of the meeting will be signed by all the managers present at the meeting.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other and be appropriately identified. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the managers having participated.

Art. 14. Circular Resolutions. The board of managers may pass resolutions by circular means when expressing its unanimous approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution. Such resolutions can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

Art. 15. General Meetings. The single Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders general meeting.

Subject to the provisions of these Articles, in case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares which it owns.

Except as otherwise provided by these Articles, each Shareholder has voting rights commensurate with its shareholding and collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by Shareholders representing more than half of the share capital.

Resolutions to amend the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority (in number) of the Ordinary Shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

If the decision deals with a subject matter where the Non-Voting Redeemable Shares Holder is entitled to vote pursuant to Article 6.7. of the Articles, the decision must be adopted by the Shareholders representing three quarters of the share capital of the Company, including at least a majority of three quarters of the Non-Voting Redeemable Shares Holders.

Art. 16. Financial Year. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December.

Art. 17. Accounts. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Distributions - Reserves.

18.1. Net Profit

After deduction of any and all of the expenses and taxes of the Company, depreciation, provisions for liabilities and amortization, the credit balance represents the net profit of the Company.

18.2. Legal Reserve

On the net profit, five percent (5,00%) shall be appropriated each year for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10,00%) of the share capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

18.3. Preferential Dividend

Further to the allocation of the legal reserve, a right is borne automatically to the benefit of Non-Voting Redeemable Shares regarding payment of dividend (the “Preferential Dividend”), out of the Available Sums consisting in a right of payment of the following:

(i) A fixed preferential, cumulative and refundable dividend equal to 1 % (one percent) of the nominal value (including, as the case may be the value of the Non-Voting Redeemable Shares Premium Account) or, in the absence thereof, the par value of each Non-Voting Redeemable Shares; and

(ii) A variable dividend corresponding to 98 % of the profits arising from the assets financed by the Non-Voting Redeemable Shares of the relevant financial year reduced by:

- The outstanding incurred losses and expenses for the previous years in connection with the assets financed by the Non-Voting Redeemable Shares; and

- Any costs attached to the payment of the variable dividend.

Such Preferential Dividend is cumulative and refundable, which means that Non-Voting Redeemable Shares Holder shall, during posterior financial years, recover the Preferential Dividend that he/she/it has not received during the foregoing financial years during which there was no realized nor distributed profit.

Therefore, should the result of a financial year not permit to fully pay the Preferential Dividend or should the Shareholders’ general meeting not decide to pay a dividend despite the existence of profits, the unpaid fraction of the Preferential Dividend of a certain year shall be paid during subsequent years, without prejudice of other rights reserved to the Non-Voting Redeemable Shares Holder in this case. The recovery of the Preferential Dividend is not limited in time.

However, the Non-Voting Redeemable Shares do not give right to an additional payment of an ordinary dividend being reserved to the Ordinary Shares.

Further to the allocation of the Preferential Dividend, the balance of the Company’s net profit may be distributed to the Ordinary Shareholder(s) in direct proportion to the number of Ordinary Shares held in the Company.

18.4. Annual Dividend

At the end of each financial year and following the approval of the annual accounts by the Shareholders in compliance with the Law, the Shareholders may decide to distribute an annual dividend in accordance with the Law and with Articles 18.1 to 18.7 of the Articles.

18.5. Interim Dividend

Interim dividends may be distributed, at any time, subject to the rules of allocation among the Non-Voting Redeemable Shares Holder and the Ordinary Shareholder laid down by Article 18.1 to 18.7 of the Articles, under the following conditions:

(i) An interim statement of accounts or an inventory or report is established by the Board of Managers of the Company;

(ii) This interim statement of accounts, inventory or report shows that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves (including share premiums) but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) The decision to pay interim dividends is taken by the Board of Managers of the Company;

(iv) Assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened; and

(v) Should, after the close of the financial year, the amount available for distribution appear to be less than the amount distributed as an interim dividend, the excess amount paid to the Shareholders shall be considered as an interim payment on the next dividend to the extent the Shareholders received such excess amount in good faith.

18.6. Distribution of Reserves

In addition to the annual dividend, the Shareholders can decide at any time during the financial year to distribute all or part of the reserves available for distribution and/or profits carried forward as shown in the last financial accounts which have been approved by the Shareholders, to the extent such reserves have not been reduced by any loss carried forward and/or realized since the last financial year for which the annual accounts have been approved and to the extent such distribution is made in compliance with the rules applicable to the appropriation of profits in article 18 of the Articles. For the avoidance of doubt, the Shareholders are authorized to distribute all or part of the reserves available for distribution and/or profits carried forward even if the annual accounts of the last year that has closed have not been already approved subject to (i) the annual accounts for the preceding year having been approved and (ii) interim financial statements having been provided to the Shareholders in order to ascertain the existence of distributable reserves and profits carried forward.

18.7. Distribution in kind

The Board of Managers may decide, subject to the consent of each Shareholder, to proceed with a distribution in kind in lieu of cash. In such a case, the distribution in kind shall be at the value attributable to such assets. If such assets are subject to restrictions on any such distribution or any subsequent transfer (including, for the avoidance of doubt, any legal,

dealing and/or contractual restrictions), the Board of Managers will take into account such restrictions in determining the value of the assets distributed.

Art. 19. Winding-up. At the time of winding-up the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Each Non-Voting Redeemable Shares shall be identical in all respects to every other Non-Voting Redeemable Shares. Non-Voting Redeemable Shares with respect to dividend rights or rights upon the liquidation, winding-up or dissolution of the Company, rank:

- Senior to all Ordinary Shares;
- On parity with other Non-Voting Redeemable Shares; and
- Junior to the Company's existing and future indebtedness.

After payment of all third party debts and liabilities of the Company or deposit of any funds to that effect, the Non-Voting Redeemable Shares Holder is entitled to a preferential right of the payment, for each Non-Voting Redeemable Shares, of:

- The nominal value, or, in the absence thereof, the par value of each of his/her/its Non-Voting Redeemable Shares;
- Any and all accrued but unpaid Preferential Dividend; and
- An amount corresponding to the balance of the Non-Voting Redeemable Shares Premium Account divided by the number of outstanding Non-Voting Redeemable Shares.

Within the context of a winding-up of the Company and after payment of all debts and liabilities of the Company and of any amount due to the Non-Voting Redeemable Shares Holder under this Article 19 or deposit of any funds to that effect, the surplus will be paid to the Ordinary Shareholders and in direct proportion to the number of Ordinary Shares held in the Company.

Art. 20. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.”.

Fourth resolution

The Sole Member resolved to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and empower and authorize any Manager of the Company to proceed on behalf of the Company with the replacement of the existing shares, respectively the registration of the newly created Ordinary Shares and Non-Voting Redeemable Shares in the share register of the Company.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Echternach, the Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the Appearing Person, who is known to the notary by her Surname, Christian name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-sept juin.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Antonio Luiz da Cunha Seabra, né le 23 mars 1942, à São Paulo-SP- au Brésil, porteur du passeport numéro FD453906, émis le 31 mars 2011, expirant le 30 mars 2016, résidant à Amauri Street, n° 255, 17^{ème} étage São Paulo-SP-Brésil,

ici représenté par Peggy Simon, employée, résidant professionnellement au 9, Rabatt L-6475 Echternach, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le, 15 juin 2015.

Laquelle procuration, rédigée «ne varietur» par la représentante du comparant et le notaire, restera annexée au présent acte et soumise en même temps aux formalités d'enregistrement.

A. Ledit comparant, représenté telle que citée ci-dessus, a demandé au notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. Monsieur Antonio Luiz da Cunha Seabra est l'associé unique (l' «Associé Unique») de AION S.à r.l., une société à responsabilité limitée soumise à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ayant son siège social au 6 Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B.181.299 (la «Société»);

II. Le capital social de la Société est fixé à quatre cent trente-neuf millions trois cent quatre-vingt-douze mille cent soixante-et-onze dollars (USD 439.392.171,-) divisé en quatre cent trente-neuf millions trois cent quatre-vingt-douze mille cent soixante-et-onze parts (USD 439.392.171,-) sans valeur nominale;

B. Compte tenu des informations telles que décrites ci-avant, l'Associé Unique, par l'intermédiaire de son représentant, a adopté les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'Associé unique a décidé de réorganiser le capital social de la Société en créant les classes de parts sociales (les «Parts Sociales») suivantes:

- Les Parts Sociales Ordinaires considérées non-rachetables, excepté en cas de conversion des Parts Ordinaires en Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote, d'augmentation du capital social et de liquidation de la Société (les «Parts Sociales Ordinaires»); et

- Les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote, ayant les préférences, droits, droits de vote, restrictions, droits de paiement de même que les dividendes et autres rétributions, qualifications et conditions générales de rachats énoncés et mis à jour ci-dessous (les «Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote»).

Deuxième Résolution

L'Associé Unique décide d'échanger et de remplacer la totalité des quatre cent trente-neuf millions trois cent quatre-vingt-douze mille cent soixante-et-onze dollars (USD 439.392.171,-) de Parts Sociales existantes émises dans la Société par des Parts Sociales Ordinaires et des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote nouvellement créées, afin que le capital social de la Société soit désormais composé de:

- deux cent dix-neuf millions six cent quatre-vingt-seize mille quatre-vingt-six (219.696.086) Parts Sociales Ordinaires d'une valeur nominale de un dollar (USD 1,-) chacune; et

- deux cent dix-neuf million six cent quatre-vingt-seize mille quatre-vingt-cinq (219.696.085) Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote d'une valeur nominale de un dollar (USD 1,-) chacune.

La totalité des Parts Sociales Ordinaires et des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote nouvellement créées ont été dûment acquittées, la Société détient ainsi en sa possession le montant correspondant tel que certifié par le notaire soussigné.

Troisième Résolution

En conséquence de ce qui précède et afin de refléter les résolutions susmentionnées, l'Associé Unique décide de reformuler les statuts de la Société comme suit:

“ **Art. 1^{er}. Forme.** Il existe une société à responsabilité limitée, régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. Objet.

2.1. L'objet de la société est de détenir des participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, contrôler, gérer ainsi que développer ces participations.

La Société peut accorder des prêts ou emprunts sous quelque forme que ce soit, à l'exception de l'offre publique, avec ou sans aucune garantie et levée des fonds au moyen de, incluant mais ne se limitant pas à, l'émission d'obligations, titres, billets à ordre et autres instruments débiteurs ou valeurs débitrices, convertibles ou non, l'usage de dérivés financiers ou autres à toute société, partnership ou entreprises dans lesquelles la Société détient une participation ou non. Elle peut acquérir toutes valeurs ou droits par le biais de participations en actions, souscriptions, et négociations, ou de quelque manière participer à la création, au développement et au contrôle de toute société, partnership ou entreprise ou accorder toute assistance au moyen de garanties ou autrement à toute société, partnership ou entreprise (dans lesquelles la Société détient ou non une participation). Elle peut entreprendre toutes activités industrielles et maintenir un établissement commercial ouvert au public.

2.2. La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

2.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

2.4. La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements dans des propriétés mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre charge de propriété mobilière ou immobilière.

De façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération pouvant être utiles à l'accomplissement et au développement de son objet.

2.5. La description qui précède doit être entendue dans son sens le plus large et l'énumération qui précède n'est pas restrictive.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société aura la dénomination «AION S.à r.l.».

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital - Parts Sociales.

6.1 Capital social

Le capital social est fixé à quatre cent trente-neuf millions trois cent quatre-vingt-douze mille cent soixante-et-onze dollars (USD 439.392.171,-) divisé en classes de Parts Sociales ayant les caractéristiques respectives telles que mentionnées ci-après:

- deux cent quatre-vingt-dix million six-cent et quatre-vingt-seize mille quatre-vingt-six (219.696.086) parts sociales ordinaires entièrement acquittées et considérées non-rachetables, excepté en cas d'augmentation de capital et de liquidation de la Société (les «Parts Sociales Ordinaires») d'une valeur nominale de un dollar (USD 1,-) chacune; et

- deux cent quatre-vingt-dix millions six cent et quatre-vingt-seize mille quatre-vingt-cinq (219.696.085) parts sociales rachetables sans droit de vote («Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote») d'une valeur nominale d'un dollar (USD 1,-) chacune,

((i) les Parts Sociales Ordinaires de même que les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote sont désignées ci-après comme les «Parts Sociales», (ii) les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires sont désignés individuellement ci-après comme un «Associé Ordinaire» et collectivement comme des «Associés Ordinaires», (iii) les détenteurs de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote sont désignés individuellement ci-après comme un «Détenteur de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote» et collectivement comme les «Détenteurs de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote» et (iv) les Associés Ordinaires ensemble avec les Détenteurs de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote sont désignés ci-après collectivement comme les «Associés»).

6.2 Capital Social Autorisé

Le capital autorisé de la Société, en ce compris le capital émis, est fixé à de deux milliards quatre cent vingt-cinq millions six cent soixante-dix mille deux cent trente US dollars (USD 2.425.666.230,-) divisé en:

- un milliard deux cent douze millions huit cent trente-trois mille cent quinze (1.212.833.115) Parts Sociales Ordinaires d'une valeur nominale d'un US dollar (USD 1,-) chacune; et

- un milliard deux cent douze millions huit cent trente-trois mille cent quinze (1.212.833.115) Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote d'une valeur nominale d'un US dollar (USD 1,-) chacune.

Pendant une durée de cinq ans à compter de la date de publication du présent acte, le conseil de gérance est autorisé à augmenter de temps en temps le capital social souscrit de la Société dans les limites du capital autorisé, en une seule fois ou par tranches successives, par émission de nouvelles Parts Sociales avec ou sans prime d'émission, dans le respect des limites de l'autorisation ci-dessus et, à condition toutefois que toute émission de nouvelles Parts Sociales à un non-associé requiert l'approbation préalable des Associés représentant les trois quarts du capital social. Les nouvelles Parts Sociales avec ou sans prime d'émission peuvent être libérées par voie de versements en espèces ou par apport en nature de titres ou d'autres actifs, dans le respect des conditions prévues par la loi luxembourgeoise.

Cette autorisation peut être étendue par (i) une décision de l'Associé Unique ou (ii) une décision de l'assemblée générale des Associés adoptée par les Associés représentant trois quarts du capital social de la Société, en ce compris au moins une majorité des trois quarts des Détenteurs de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote.

6.3 Emission - Annulation des Parts Sociales

Le capital social souscrit peut être augmenté ou diminué, et les Parts Sociales peuvent être émises et/ou annulées en conséquence, en une ou plusieurs fois, à tout moment par décision de l'Associé unique ou par décision de l'assemblée des Associés votant dans les conditions de quorum et de majorité énoncées ci-dessous:

- Augmentation de capital.

* en cas d'augmentation du capital social (n'affectant pas le nombre des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote en circulation: soit (i) une décision de l'Associé unique ou (ii) une décision de l'assemblée générale des Associés Ordinaires adoptée par les Associés Ordinaires représentant trois quarts des Parts Sociales Ordinaires de la Société est requise;

* en cas d'augmentation du capital social affectant le nombre des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote en circulation: soit (i) une décision de l'Associé unique ou (ii) une décision de l'assemblée générale des Associés représentant trois quarts des Parts Sociales Ordinaires de la Société est requise;

- Diminution de capital.

* en cas de diminution du capital social (Cf. Art. 6.7 ci-dessous) soit: (i) affectant les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote: soit (i) une décision de l'Associé unique ou (ii) une décision de l'Assemblée générale des Associés adoptée par les Associés représentant trois quarts du capital social de la Société, en ce compris au moins une majorité des trois quarts des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote est requise.

6.4 Conversion de Parts Sociales

Les Parts Sociales sont librement convertibles entre Associés, d'une classe de Parts Sociales à une autre classe de Parts Sociales, dans le respect des conditions/exigences suivantes:

- A la discrétion des Associés;

- En conformité avec les dispositions relatives à l'émission et à l'annulation des Parts Sociales, comme décrit notamment à l'article 6.3 et à l'article 6.7 des Statuts, en ce inclus mais sans limitation à, les dispositions spécifiques relatives aux conditions de quorum et de majorité concernant l'augmentation et la diminution du capital social;

- En conformité avec les dispositions relatives au rachat des Parts Sociales, telles que prévues par l'article 6.5 des Statuts, en ce inclus mais sans limitation à, les dispositions spécifiques relatives au Prix de Rachat et à la Date de Maturité (tels que définis ci-après), de sorte que la conversion des Parts Sociales d'une classe de Parts Sociales à une autre classe de Parts Sociales ne saurait avoir pour objectif ou pour effet d'étendre le terme des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote (qui ne saurait excéder le dixième anniversaire suivant leur émission).

La conversion des Parts Sociales d'une classe de Parts Sociales à une autre classe de Parts Sociales doit:

- Etre répertoriée dans le Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires, respectivement dans le Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote;

- Etre considérée comme entraînant un transfert des droits attachés à la classe de Parts Sociales dans laquelle les Parts Sociales ont été converties; étant entendu que les droits financiers attachés aux Parts Sociales nouvellement converties doivent être calculés à compter de la date de conversion. Au vu de ce qui précède, mais sans pour autant limiter la portée de la précédente disposition à la proposition ci-après, tous les droits financiers accumulés et impayés au jour suivant la date de conversion demeurent acquis à l'Associé concerné;

- Documentée, comme requis, par l'inscription des Parts Sociales Ordinaires ou Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote nouvellement créées dans le registre des Associés; et

Implémentée pour chaque classe de Parts Sociales dans un sens uniquement de sorte que (i) une fois qu'une Part Sociale Rachetable Sans Droit de Vote est convertie en une Part Sociale Ordinaire, cette Part Sociale Ordinaire nouvellement convertie ne peut pas subséquemment être convertie à nouveau en une Part Sociale Rachetable Sans Droit de Vote et (ii) une fois qu'une Part Sociale Ordinaire est convertie en une Part Sociale Rachetable Sans Droit de Vote, cette Part Sociale Rachetable Sans Droit de Vote nouvellement convertie ne peut pas subséquemment être convertie à nouveau en une Part Sociale Ordinaire.

Lorsque, à tout moment durant l'existence de la Société, ses Parts Sociales sont détenues par plus d'un seul Associé, toutes les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote seront automatiquement et immédiatement converties, selon le choix du Détenteur de Part(s) Sociale(s) Rachetable(s) Sans Droit de Vote, en (i) Parts Sociales Ordinaires et/ou en (ii) Parts Sociales ayant les mêmes caractéristiques que les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote mais ayant un droit de vote. Dans ce cas, le registre des Parts Sociales de la Société sera mis à jour dès que possible afin de refléter cette conversion automatique et les Statuts seront modifiés durant la prochaine assemblée générale des Associés amenée à se réunir après la conversion automatique.

6.5 Rachat de Parts Sociales

Les Parts Sociales Ordinaires sont rachetables en cas de conversion des Parts Sociales Ordinaires en Part Sociale Rachetable Sans Droit de Vote, d'augmentation de capital social et de liquidation de la Société.

Les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote sont rachetables, dans les conditions de l'article 49-8 de la Loi, et le rachat à la demande de la Société et/ou de l'Associé est soumis aux conditions de l'article 49-8 de la Loi.

Les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote sont rachetables:

- au plus tôt après le premier anniversaire de la date d'émission des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote et au plus tard au dixième anniversaire à la date d'émission des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote (ci-après la «Date de Maturité»); et

- à tout moment après le premier anniversaire de la date d'émission, à la discrétion de la Société et/ou des Détenteurs de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote à leur demande respective;

- à un montant correspondant au paiement en espèces ou en nature par Part Sociale Rachetable Sans Droit de Vote reconsidérées (ci-après le «Prix de Rachat») équivalent à:

* la valeur nominale, ou, en son absence, la valeur de chaque Part Sociale Rachetable Sans Droit de Vote; augmentée de:

* tout Dividende Préférentiel accumulé mais impayé, tel que défini dans l'article 18.2. des Statuts; et

* un montant correspondant au solde du Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote divisé par le nombre de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote en circulation.

Le paiement des montants ci-dessus référencés peut être effectué uniquement à partir des sommes disponibles telles que définies dans le cadre de l'Article 72-1 de la Loi (ci-après les «Sommes Disponibles»).

Le rachat des Parts Sociables Rachetables Sans Droit de Vote est sujet aux conditions suivantes:

1. il ne peut être effectué uniquement qu'en utilisant les Sommes Disponibles ou le produit d'une nouvelle émission réalisée en vue d'effectuer un tel rachat;

2. excepté dans le cas d'une nouvelle émission effectuée en vue de réaliser un tel rachat, un montant égal à la valeur nominale, ou, en son absence, au pair comptable de toutes les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote en circulation à racheter doit être alloué à une réserve qui ne peut pas être distribuée aux Associés excepté dans le cas d'une diminution du capital social souscrit de la Société; sauf ce cas spécifique, la réserve peut seulement être utilisée afin d'accroître le capital social de la Société par capitalisation de cette réserve.

Toutefois, à la Date de Maturité, si les Sommes Disponibles sont insuffisantes pour que la Société puisse racheter la totalité des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote, le rachat de toutes les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote ne sera pas empêché; une telle insuffisance entraînera seulement le report du paiement du Prix de Rachat dû à la Date de Maturité. Dans ce dernier cas, la Société devra verser aux détenteurs de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote tout montant à la hauteur des Sommes Disponibles à la Date de Maturité, la part restante du Prix de Rachat à la Date de Maturité devant être payée au fur et à mesure que la Société dispose des Sommes Disponibles à cette fin, sans intérêt pour retard de paiement.

Aussi longtemps que le Prix de Rachat à la Date de Maturité n'a pas été payé dans son intégralité, aucun dividende ne devra être payé aux Associés.

Les Parts Sociales rachetées doivent être annulées et le capital social diminué en conséquence.

6.6 Prime d'émission

Sauf disposition contraire, tout montant de prime d'émission qui a été ou doit être payé en complément de la valeur nominale doit rester annexé aux Parts Sociales correspondantes de la classe de Parts Sociales afférente et doit être allouées à un compte de prime d'émission, comme suit:

- Tout montant de prime d'émission payé sur les Parts Sociales Ordinaires doit être affecté à un compte de prime d'émission des Parts Sociales Ordinaires (ci-après le «Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires»), et la Société devra comptabiliser dans ce compte le montant ou la valeur de toute prime payée sur les Parts Sociales Ordinaires, tout supplément de capital apporté par les Associés Ordinaires à la Société, et tout autre montant alloué audit Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires en accord avec les Statuts. Tout montant alloué au Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires (sauf s'il est totalement ou partiellement alloué à la réserve légale) constitue une somme disponible pour la distribution de dividendes ou toute autre forme de distribution sur les Parts Sociales Ordinaires. Le montant disponible alloué au Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires peut être distribué ou remboursé à tout moment sur décision du conseil de gérance;

- Tout montant de prime d'émission payé sur les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote devra être affecté à un compte de prime d'émission des Parts sociales Rachetables Sans Droit de Vote (ci-après le «Compte de Prime d'Emission des Parts sociales Rachetables Sans Droit de Vote») et la Société devra comptabiliser dans ce compte le montant ou la valeur de toute prime payée sur les Parts sociales Rachetables Sans Droit de Vote, tout supplément de capital apporté par les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote à la Société, et tout montant alloué audit Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote en accord avec les Statuts. Tout montant alloué au Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote (sauf s'il est totalement ou partiellement alloué à la réserve légale) constitue une somme disponible pour la distribution de dividendes ou toute autre forme de distribution sur les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote. Le montant disponible alloué au Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote peut être distribué ou remboursé à tout moment sur décision du conseil de gérance.

6.7 Droits de vote

Chaque Part Sociale Ordinaire confère un droit de vote identique et chaque Détenteur de Parts Sociales Ordinaires a un droit de vote proportionnel à sa participation dans le capital de la Société. La Société peut seulement émettre des Parts Sociales Ordinaires ayant chacune un droit de vote égal.

Les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote ne posséderont aucun de droit de vote et ne pourront en aucun cas être prises en considération pour les besoins du calcul de quorum ou de majorité, sauf pour les résolutions ayant comme objet:

- a) l'émission de nouvelles Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote par la Société;
- b) le rachat de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote (en ce inclus le cas de la conversion de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote en Parts Sociales Ordinaires);
- c) la réduction du capital social de la Société;
- d) la détermination, les variations et le changement des droits attachés aux Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote, incluant mais sans limitation à, le droit aux dividendes préférentiels;
- e) le changement d'objet social de la Société;
- f) l'émission d'obligations convertibles (par exemple, émises sans offre publique d'achat);

- g) le changement de la forme ou de nationalité de la Société;
- h) la dissolution ou la liquidation sans dissolution, ou la fusion, la séparation ou toute autre restructuration de la Société.

Art. 7. Droits financiers des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote. Suite à l'allocation de la réserve légale, un droit est automatiquement accordé au bénéfice des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote relatif au paiement d'un Dividende Préférentiel, tel que décrit dans l'article 18.3.

Art. 8. Droits financiers des Parts Sociales Ordinaires. Suite à l'allocation du Dividende Préférentiel, chaque Part Sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des Parts Sociales Ordinaires détenues dans la Société.

Art. 9. Indivisibilité des Parts Sociales. Vis-à-vis de la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Cession de Parts Sociales à des Non-Associés.

10.1 Cession entre Associés

Les Parts Sociales sont librement cessibles entre Associés

10.2 Cession aux non-Associés

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

La cession de Parts Sociales (inter vivos) à des non-Associés est soumise à l'accord préalable de l'assemblée générale des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société, incluant au moins une majorité des trois quarts des Détenteurs de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote.

Une cession de Parts Sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec l'article 1690 du code civil.

Pour toutes les autres questions, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi.

Art. 11. Stapling Agreements. Les Parts Sociales ne peuvent être attachées à des instruments convertibles, telles qu'elles seraient émises par la Société à tout moment; tout accord prévoyant la réunion des Parts Sociales est considéré non valable.

Art. 12. Survie de la Société. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'Associé unique ou d'un des Associés.

Art. 13. Gérance. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants désignés par l'assemblée des Associés. Si plusieurs gérants sont désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne doit (vent) pas être Associé(s) de la Société. Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans justification.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la seule signature d'un gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut sous déléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Le conseil de gérance élit un président parmi ses membres.

Si le président est empêché, un remplaçant sera élu parmi les membres présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par tout gérant avec un préavis de 24 heures.

Le conseil de gérance peut valablement délibérer sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés et ont eu connaissance de l'agenda de la réunion au préalable.

Un gérant peut être représenté à une réunion par un autre membre du conseil de gérance en présentant une procuration.

Le conseil de gérance ne pourra valablement délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration. Toute décision du conseil de gérance sera adoptée à la majorité simple des gérants présents ou représentés à telle réunion. Le procès-verbal de la réunion sera signé par tous les gérants présents à la réunion.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires initiés à partir du Luxembourg de telle sorte que plusieurs personnes y participant pourront communiquer simultanément les uns avec les autres. Cette participation sera réputée équivalente à une présence physique lors d'une réunion. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signés par tous les gérants y ayant participé.

Art. 14. Résolutions par voie circulaire. Le conseil de gérance pourra prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation unanime par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopieur, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constitue le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue. Ces résolutions pourront être documentées par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signés par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 15. Assemblées Générales. L'Associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Associés.

A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans les Statuts, en cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient. Sous réserve des dispositions contenues dans les Statuts, chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec son actionnariat. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital.

Les résolutions pour modifier les Statuts ou pour dissoudre et liquider la Société ne peuvent être adoptées que par la majorité (en nombre) des Associés Ordinaires détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Si la décision porte sur une matière où le Détenteur de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote est habilité à voter conformément à l'article 6.7. des Statuts, la décision doit être adoptée par les Associés, détenant au moins trois quart du capital social, en ce inclus au moins une majorité des trois quart des Détenteurs de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote.

Art. 16. Année fiscale. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 17. Acomptes. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social.

Art. 18. Distributions - Réserves.

18.1 Profit net

Après déduction de tous les frais et impôts de la Société, dépréciation, provisions pour passif et amortissement, le solde créditeur représente le profit net de la Société.

18.2 Réserve légale

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent chaque année (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve statutaire jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social mais ce prélèvement doit être maintenu jusqu'à ce que la réserve soit reconstituée, dans le cas où, pour quelque raison que ce soit, ce montant se situe en dessous des seuils.

18.3 Dividende préférentiel

Suite à l'allocation de la réserve légale, un droit est accordé au bénéfice des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote concernant le paiement du dividende (le «Dividende Préférentiel»), sur les Sommes Disponibles, consistant en un droit de paiement comme suit:

(i) un dividende préférentiel, cumulatif et remboursable équivalent à 1 % (un pourcent) de la valeur nominale (en ce compris, selon le cas la valeur du Compte de Prime des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote) ou, en l'absence de valeur nominale, la valeur du pair comptable, de chaque Part Sociale Rachetable Sans Droit de Vote; et

(ii) un dividende variable correspondant à 98% des profits des actifs financés par les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote pour l'année fiscale en cours diminué de:

- les frais et pertes encourus pour les années précédentes en relation avec les actifs financiers par les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote;

- Tous coût attachés au paiement du dividende variable.

Ce Dividende Préférentiel est cumulatif et remboursable, ce qui signifie que le Détenteur de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote devra, durant les exercices sociaux postérieurs, pouvoir récupérer le Dividende Préférentiel qu'il n'aura pas pu recevoir durant les exercices sociaux précédents pendant lesquels il n'y aura pas eu de profit réalisé ou distribué.

Par conséquent, si les résultats d'un exercice social ne permettent pas de payer le Dividende Préférentiel en totalité ou si l'assemblée générale des Associés décide de ne pas payer un dividende en dépit de l'existence de bénéfices, la fraction non payée du Dividende Préférentiel pour une année donnée sera payée durant les années subséquentes, sans préjudice des autres droits réservés au Détenteur de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote dans cette hypothèse. La récupération du Dividende Préférentiel n'est pas limitée dans le temps.

Cependant, les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote ne donnent pas droit à un paiement supplémentaire d'un dividende ordinaire qui est réservé aux Associés Ordinaires.

Suite à l'allocation du Dividende Préférentiel, le solde des bénéfices nets de la Société peut être distribué à/aux Associé (s) Ordinaire(s) en proportion de sa/leur participation dans le capital de la Société.

18.4 Dividende annuel

A la fin de chaque exercice social et suivant l'approbation des comptes annuels par les Associés en conformité avec la Loi, les Associés peuvent décider de distribuer un dividende annuel en conformité avec la Loi et les articles 18.1 et 18.7 des Statuts.

18.5 Dividendes intérimaires

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, sous réserve du respect des règles de répartition entre le Détenteur de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote et l'Associé Ordinaire telles que fixées par les articles 18.1 à 18.7 des Statuts, aux conditions suivantes:

- (i) un état intérimaire des comptes ou un inventaire ou un rapport est établi par le Conseil de Gérance de la Société;
- (ii) cet état intérimaire des comptes, inventaire ou rapport montre que des bénéfiques et autres réserves (en ce compris les primes d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfiques réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfiques reportés et les réserves distribuables mais réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer des dividendes intérimaires est adoptée par le Conseil de Gérance de la Société;
- (iv) assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés; et
- (v) si, après la clôture de l'exercice social, le montant disponible à la distribution apparaît inférieur au montant distribué en tant que dividende intérimaire, le montant trop-perçu par les Associés sera considéré comme une avance sur le dividende suivant dans la mesure où les Associés ont reçu le trop-perçu en toute bonne foi.

18.6. Distribution de réserves

En plus du dividende annuel, les Associés peuvent décider à tout moment durant l'exercice social de distribuer tout ou partie des réserves disponibles et/ou des résultats reportés telles que montrées dans les derniers comptes annuels qui ont été approuvés par les Associés en conformité avec la Loi, dans la mesure où ces réserves n'ont pas été réduites par les pertes reportées et/ou la perte réalisée depuis le dernier exercice social pour lequel de tels comptes annuels ont été approuvés et dans la mesure où cette distribution est faite en conformité avec les règles relatives à l'affectation des bénéfiques énoncées dans l'article 18 des Statuts. Afin d'éviter tout doute, il est précisé que les Associés ont le droit de procéder à une distribution de tout ou partie des réserves disponibles et/ou des résultats reportés alors même que les comptes annuels du dernier exercice clôturé n'ont pas encore été approuvés à condition que (i) les comptes annuels de l'exercice précédent aient été approuvés et que (ii) une situation intérimaire ait été fournie aux Associés afin de leur permettre de vérifier l'existence de réserves et de résultats reportés distribuables.

18.7. Distributions en nature

Le Conseil de Gérance pourra décider sous réserve du consentement de chaque Associé, de procéder à une distribution en nature au lieu de liquidités. Dans un tel cas, la distribution en nature devra être faite à la valeur attribuée à ces actifs. Si ces actifs sont soumis à des restrictions pour toute distribution ou toute cession subséquente (incluant, pour éviter tout doute, toutes restrictions légales et/ou contractuelles), le Conseil de Gérance prendra en compte ces restrictions dans la détermination de la valeur des actifs distribués.

Art. 19. Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Chaque Part Sociale Rachetable Sans Droit de Vote doit être identique en tous points à toutes les autres Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote. Les Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote, pour ce qui concerne les droits aux dividendes, la liquidation ou dissolution de la Société, se classent ainsi:

- prioritaires par rapport aux Parts Sociales Ordinaires;
- à égalité avec les autres Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote; et
- subalternes par rapport aux dettes présentes et futures de la Société.

Suite au paiement de toutes les dettes et passifs de la Société vis-à-vis des tiers ou dépôt de toute liquidité à cet effet, la détention de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote donne droit à un droit préférentiel de paiement, pour chaque Part Sociale Rachetable Sans Droit de Vote, de:

- la valeur nominale, ou, en l'absence de valeur nominale, au pair comptable de chaque Part Sociale Rachetable Sans Droit de Vote;
- tout Dividende Préférentiel accumulé mais non payé; et
- un montant correspondant au solde du Compte de Prime des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote divisé par le nombre de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote restantes.

Dans le cadre d'une liquidation de la Société et après paiement de tous les frais et passifs de la Société ainsi que de tout montant dû à un Détenteur de Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote suivant l'article 19 ou dépôt de toute liquidité à cet effet, le surplus sera versé aux Associés Ordinaires et en proportion directe du nombre de Parts Sociales Ordinaires détenues dans la Société.

Art. 20. Loi Applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier le registre des Parts Sociales de la Société afin d'y refléter les modifications qui précédent, et de donner pouvoir et autorité à tout Gérant de la Société afin de procéder, pour le compte de la Société, à l'inscription des Parts Sociales Rachetables Sans Droit de Vote nouvellement émises dans le registre des Parts Sociales de la Société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, le présent acte notarié a été fait et passé à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du Comparant, connue du notaire soussigné par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé ensemble avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 22 juin 2015. Relation: GAC/2015/5193. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 26 juin 2015.

Référence de publication: 2015101953/837.

(150111259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Breuilhe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 19, rue Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 125.829.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015099285/9.

(150109940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Meng Drogerie + S.à R.L., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.485.100,00.

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 28, avenue François Clement.

R.C.S. Luxembourg B 184.230.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am neunzehnten Tag des Monats Juni.

Ist vor dem unterzeichnenden Notar Maître Jean-Paul MEYERS, mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette, im Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

1) BB Royal Holding S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme), gegründet und bestehend nach luxemburgischen Recht, mit Gesellschaftssitz in L-1651 Luxembourg, 11, avenue Guillaume, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 181.509,

hier vertreten durch Herr Dominique BIEVER, beruflich wohnhaft in Mondorf-les-Bains, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift, welche gegenwärtiger Urkunde zwecks Einregistrierung beigefügt bleibt;

2) 7START S.à R.L., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach luxemburgischen Recht, mit Gesellschaftssitz in L-1651 Luxembourg, 11, avenue Guillaume, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 181.133,

hier vertreten durch Herr Dominique BIEVER, beruflich wohnhaft in Mondorf-les-Bains, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift, welche gegenwärtiger Urkunde zwecks Einregistrierung beigefügt bleibt;

3) DC Service GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach deutschen Recht, mit Gesellschaftssitz in D-38446 Wolfsburg, 2, Kiefernweg, eingetragen im deutschen Handelsregister H.R.B. unter der Nummer HRB200360,

hier vertreten durch Herr Dominique BIEVER, beruflich wohnhaft in Mondorf-les-Bains, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift, welche gegenwärtiger Urkunde zwecks Einregistrierung beigefügt bleibt;

4) Mr Dawid SUKACZ, geboren am 30. September 1972 in Chrzanow (Polen), wohnhaft in PL-02-959 Varsovie, 127, Biedronik Street,

hier vertreten durch Herr Dominique BIEVER, beruflich wohnhaft in Mondorf-les-Bains, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift, welche gegenwärtiger Urkunde zwecks Einregistrierung beigelegt bleibt.

Welche Erschienenen, vertreten wie vorerwähnt, den instrumentierenden Notar ersuchen, Folgendes zu beurkunden:

I. Sie sind alleinige Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung Meng Drogerie +, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach luxemburgischen Recht, mit Gesellschaftssitz in L-5612 Mondorf-les-Bains, 28, avenue François Clément, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer 184.230, gegründet gemäß Urkunde des unterzeichneten Notars, damals mit Amtssitz in Rambrouch, am 28. Januar 2014, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 2. April 2014 Nummer 844 (die Gesellschaft). Die Satzung der Gesellschaft wurde das letzte Mal geändert gemäß Urkunde des unterzeichneten Notars, damals mit Amtssitz in Rambrouch, vom 30. Januar 2015, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 25. März 2015 Nummer 819.

II.- Das Gesellschaftskapital beträgt einhundertzwanzigtausend dreihundert Euro (EUR 120.300,-), und ist in eintausend zweihundertdrei (1.203) Anteile mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100,-) aufgeteilt, welche den vorgenannten Gesellschaftern wie folgt zugeteilt worden sind:

1.- BB Royal Holding S.A., vorgeannt, VIERHUNDERTFÜNFZIG Anteile	450
2.- 7START S.à R.L., vorgeannt, EIN Anteil	1
3.- DC Service GmbH, vorgeannt, FÜNFHUNDERTNEUNUNDNEUNZIG Anteile	599
2.- Mr Dawid SUKACZ, vorgeannt, EINHUNDERTDREIUNDFÜNZIG Anteile	153
Total: EINTAUSENDZWEIHUNDERTUNDREI Anteile	1.203

Somit ist das gesamte Kapital hier vertreten.

III.- In ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafter erklären die vorgenannten Erschienenen dem instrumentierenden Notar, sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammenzufinden mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung

1. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft um fünf Millionen dreihundertvierundsechzigtausend achthundert Euro (EUR 5.364.800,-) um es von seinem augenblicklichen Betrag von einhundertzwanzigtausenddreihundert Euro (EUR 120.300,-) auf fünf Millionen vierhundertfünfundachtzigtausend einhundert Euro (EUR 5.485.100,-) zu bringen, durch die Schaffung von dreiundfünfzigtausend sechshundertachtundvierzig (53.648) neuen Anteilen mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100,-) welche dieselben Rechte und Pflichten genießen wie die vorhandenen Gesellschaftsanteile. Die gesamten dreiundfünfzigtausend sechshundertachtundvierzig (53.648) Anteilen wurden durch die drei bestehenden Gesellschafter gezeichnet und mittels einer Sacheinlage eingezahlt;

2. Vollständige Neufassung der Satzung der Gesellschaft in deutscher und französischer Sprache an Stelle der augenblicklichen Fassung in deutscher Sprache und um sie den obigen Beschlüsse anzupassen;

3. Verschiedenes.

IV. Gemäß der Tagesordnung ersuchten die drei alleinigen Anteilhaber alsdann, den amtierenden Notar nachfolgende Beschlüsse, zu beurkunden, wie folgt:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, das Stammkapital der Gesellschaft um fünf Millionen dreihundertvierundsechzigtausend achthundert Euro (EUR 5.364.800,-) um es von seinem augenblicklichen Betrag von einhundertzwanzigtausenddreihundert Euro (EUR 120.300,-) auf fünf Millionen vierhundertfünfundachtzigtausend einhundert Euro (EUR 5.485.100,-) zu bringen, durch die Schaffung von dreiundfünfzigtausend sechshundertachtundvierzig (53.648) neuen Anteilen mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100,-), welche dieselben Rechte und Pflichten genießen wie die vorhandenen Gesellschaftsanteile.

Zeichnung und Zahlung

1. BB Royal Holding S.A., vorgeannt, vertreten wie vorerwähnt, gab an dreizehntausendvierhundertzwölf (13.412) neue Anteile mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100,-) zu zeichnen.

2. 7START S.À R.L., vorgeannt, vertreten wie vorerwähnt, gab an dreizehntausendvierhundertzwölf (13.412) neue Anteile mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100,-) zu zeichnen.

3. DC Service GmbH, vorgeannt, vertreten wie vorerwähnt, gab an dreizehntausendvierhundertzwölf (13.412) neue Anteile mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100,-) zu zeichnen.

4. Mr Dawid SUKACZ, vorgeannt, vertreten wie vorerwähnt, gab an dreizehntausendvierhundertzwölf (13.412) neue Anteile mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100,-) zu zeichnen.

Hierauf erklären die vier bestehenden Gesellschafter, vorgeannt, den Betrag in Höhe von fünf Millionen dreihundertvierundsechzigtausend achthundert Euro (EUR 5.364.800,-) betreffend die Kapitalerhöhung der Gesellschaft, vollständig zu leisten, durch Umwandlung von Forderungen in Höhe von fünf Millionen dreihundertvierundsechzigtausend achthun-

dert Euro (EUR 5.364.800,-) aus den Gesellschafterkonten der vier vorbenannten Gesellschaftern gegen die Gesellschaft, in Kapital, was hiermit ausdrücklich durch eine Erklärung der Geschäftsführung der Gesellschaft und durch einen Zwischenabschluss vom 30. April 2015 festgestellt wurde.

Eine Kopie des genehmigten Zwischenabschlusses vom 30. April 2015, sowie die Erklärung der Geschäftsführung, bleiben gegenwärtiger Urkunde beigebogen um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Gesellschafter erklären dass diese Einlage frei von jeder Verpfändung, Pfandrecht oder anderen Lasten ist.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen die Statuten der Gesellschaft vollständig neuzufassen in deutscher und französischer Sprache an Stelle der augenblicklichen Fassung in deutscher Sprache.

Demzufolge, wird die Satzung der Gesellschaft in Zukunft folgenden Wortlaut haben:

„ **Art. 1.** Zwischen den Inhabern der nachfolgend geschaffenen Anteile wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung errichtet die geregelt wird durch die bestehenden Gesetze und durch vorliegende Statuten.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Betrieb von Einzelhandelsgesellschaften, Parfümerien und Drogeriemärkten.

Die Gesellschaft kann alle zur Förderung des Gesellschaftszweckes dienenden Massnahmen ergreifen.

Sie kann auch ähnliche oder verwandte Geschäfte betreiben, sich an anderen Unternehmen beteiligen, solche erwerben oder sich mit ihnen vereinigen und sie kann andere Unternehmen verwalten.

Zweck der Gesellschaft ist außerdem der Erwerb, die Verwaltung, die Verwertung und die Veräußerung von sowohl in Luxemburg als auch im Ausland gelegenen Immobilien.

Generell kann die Gesellschaft alle kaufmännischen, gewerblichen und finanziellen Geschäfte beweglicher und unbeweglicher Natur tätigen, die obengenannte Zwecke fördern oder ergänzen.

Art. 3. Die Gesellschaft nimmt den Namen „Meng Drogerie +“ an.

Art. 4. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft ist in Mondorf-les-Bains, Großherzogtum Luxemburg.

Durch Beschluss der Hauptversammlung kann er in eine andere Gemeinde verlegt werden.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital ist festgesetzt auf fünf Millionen vierhundertfünfundachtzigtausend einhundert Euro (EUR 5.485.100,-), aufgeteilt in vierundfünfzigtausendachthunderteinundfünfzig (54.851) Geschäftsanteile zu je einhundert Euro (EUR 100,-).

Zwischen den Gesellschaftern sind die Anteile frei übertragbar. Sie sind unteilbar gegenüber der Gesellschaft, welche nur einen einzigen Besitzer für jede einzelne anerkennt. An Nicht Gesellschafter ist die Übertragung von Anteilen nur gemäß den vom Gesellschaftsgesetz vorgesehenen Bedingungen und Formalitäten.

Art. 7. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern, welche keine Gesellschafter sein müssen, geführt (die (der) „Geschäftsführer“).

Werden zwei (2) Geschäftsführer bestellt, so verwalten sie die Gesellschaft gemeinschaftlich.

Werden mehr als zwei (2) Geschäftsführer bestellt, so wird ein Geschäftsführungsrat (der „Geschäftsführungsrat“) gegründet.

Die Geschäftsführer werden durch die (den) Gesellschafter ernannt, welche(r) ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandats festlegt. Die (der) Geschäftsführer können wiederernannt werden und können jederzeit, aber nur aus gutem Grund, durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s) abberufen werden.

Art. 8. Die (der) Geschäftsführer haben (hat) die weitestgehenden Befugnisse, um alle zur Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendigen oder nützlichen Handlungen vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die die Satzung oder die Gesetze nicht ausdrücklich den Gesellschaftern oder den Wirtschaftsprüfern vorbehalten, fallen in die Zuständigkeit der (des) Geschäftsführer(s).

Art. 9. Die (der) Geschäftsführer oder der Geschäftsführungsrat (wenn mehr als zwei Geschäftsführer ernannt wurden) können (kann) spezielle Befugnisse oder Vollmachten an Personen oder Ausschüsse, die von ihnen gewählt werden, übertragen oder diese mit bestimmten ständigen oder zeitweiligen Funktionen ausstatten.

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber durch die alleinige Unterschrift des einzigen Geschäftsführers wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt worden ist, durch die gemeinsame Unterschriften von zwei Geschäftsführern, gebunden.

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber auch durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift derjenigen Personen gebunden, denen eine spezielle Vollmacht von dem (den) Geschäftsführer(n) oder dem Geschäftsführungsrat (wenn mehr als zwei Geschäftsführer ernannt wurden) übertragen worden ist, jedoch nicht über die Grenzen dieser speziellen Vollmacht hinaus.

Art. 10. Außer in den Fällen, in denen die gesetzlichen Bestimmungen die Prüfung der Jahresabschlüsse und konsolidierten Jahresabschlüsse durch einen zugelassenen unabhängigen Wirtschaftsprüfer vorsehen, kann, und in den gesetzlich

vorgeschriebenen Fällen, muss, das Geschäft der Gesellschaft und deren finanzielle Situation, einschließlich der Bücher und Konten durch statutarische Wirtschaftsprüfer, welche nicht Gesellschafter zu sein brauchen, geprüft.

Die zugelassenen statutarischen oder unabhängigen Wirtschaftsprüfer, falls es solche gibt, werden durch die (den) Gesellschafter ernannt, der ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandats festlegt. Die Wirtschaftsprüfer können wiederernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Grund, durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s) abberufen werden außer in Fällen, in denen das Gesetz vorschreibt, dass der unabhängige Wirtschaftsprüfer nur aus guten Gründen oder einvernehmlich abberufen werden kann.

Art. 11. Die Gesellschafter haben die Rechte, die ihnen nach der Satzung und dem Gesetz zustehen. Besteht die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter, so übt dieser die Befugnisse aus, die das Gesetz der Gesellschafterversammlung übertragen hat.

Jede ordnungsgemäß zusammengetretene Gesellschafterversammlung repräsentiert alle Gesellschafter.

Art. 12. Die Jahresgesellschafterversammlung, die verpflichtend abgehalten werden muss wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, wird am 10. Mai um 10 Uhr am Gesellschaftssitz der Gesellschaft abgehalten.

Wenn dieser Tag ein Tag ist an dem Banken in Luxemburg nicht geöffnet sind, wird die Versammlung am darauffolgenden Werktag abgehalten.

Art. 13. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember.

Art. 14. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres, per einunddreißigsten Dezember, wird durch die Geschäftsführung ein Inventar der Aktiva und Passiva und eine Bilanz, welche das Inventar zusammenfasst, sowie eine Gewinn- und Verlustrechnung aufgestellt.

Der Saldo dieses Kontos, nach Abzug der allgemeinen Unkosten, Lasten, Abschreibungen und Rückstellungen ist der Nettogewinn der Gesellschaft.

Von diesem Nettogewinn der Gesellschaft werden jährlich fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Reserve der Gesellschaft zugeführt, solange bis die gesetzliche Reserve ein Zehntel des Kapitals beträgt.

Der Rest steht der Hautversammlung zur freien Verfügung.

Art. 15. Die Gesellschaft wird nicht durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit oder den Bankrott eines Gesellschafters aufgelöst.

Art. 16. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation von einem Liquidator ausgeführt welcher kein Gesellschafter sein muss und der von den Gesellschaftern ernannt wird, welche seine Befugnisse und seine Entschädigung festlegen.

Die Gläubiger oder Erben eines Aktieninhabers können unter keinem Vorwande bei der Gesellschaft oder auf deren Werte die Siegel anlegen lassen und können in keinerlei Art und Weise sich in die Verwaltung der Gesellschaft einmischen.

Art. 17. Für alle in den gegenwärtigen Satzungen nicht ausdrücklich vorgesehenen Punkte verweisen die Parteien auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Folgt die französische Übersetzung der vorangehenden Fassung

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. L'objet de la société est l'exploitation de commerces de détail, de parfumeries et de drogueries.

La Société peut entreprendre toute opération servant à promouvoir la réalisation de l'objet de la Société.

Elle peut aussi exploiter des entreprises similaires ou connexes, prendre des participations et s'intéresser à d'autres entreprises, acquérir des entreprises ou s'unir ou fusionner avec d'autres sociétés et elle peut assurer la gestion d'autres sociétés ou entreprises.

La société a encore comme objet l'acquisition, la gestion, la valorisation et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, susceptibles de favoriser ou de compléter l'objet ci-avant mentionné.

Art. 3. La société prend la dénomination de «Meng Drogerie +»

Art. 4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 6. Le capital social est fixé à cinq millions quatre cent quatre-vingt-cinq mille cent euros (EUR 5.485.100,-), divisé en cinquante-quatre mille huit cent cinquante et une (54.851) parts sociales de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles sont indivisibles par rapport à la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part. Elles ne peuvent être cédées à un non-associé que suivant les dispositions et formalités prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas être associés (les "Gérants"). Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, mais seulement pour motif justifié, par une résolution des associés.

Art. 8. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 9. Le(s) Gérant(s) ou le conseil de gérance (si plus de deux gérants ont été nommés) peut/peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises indépendant, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) aux compte(s) ou réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) seront, le cas échéant, nommés par les Associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises indépendant peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Art. 11. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 12. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le 10 mai de chaque année à 10.00 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année le trente et un décembre les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Les produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissement et charges constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 15. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 16. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateur(s), associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration.

Art. 17. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales."

Vollmacht

Der/die erschienenen Partei gibt andurch jedem Angestellten oder Mitarbeiter des unterzeichneten Notars, alleinige Vollmacht, etwaige Fehler, Mängel oder Tippfehler oder Schreibweise in der Urkunde zu verbessern oder ergänzen.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienene, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: D. Bieber, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 juin 2015. Relation: EAC/2015/14590. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE, Ausgestellt auf Stempelfreiem Papier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, den 26. Juni 2015.

Jean Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015104122/253.

(150114342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

COMOI Fund S.C.A., SIF-SICAV, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 170.811.

Les statuts coordonnés au 22/06/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02/07/2015.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015104704/13.

(150115742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

ARCHITEKTENBUERO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5450 Stradtbredimus, 6, rue Pierre Risch.

R.C.S. Luxembourg B 197.979.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am achtzehnten Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Patrick SERRES, im Amtssitz zu Remich, Großherzogtum Luxemburg,

sind erschienen:

1.- Herr Philipp REINHARD, Architekt, wohnhaft in D-66333 Ludweiler-Warndt, Völklinger Strasse 128.

2.- Frau Julia WOLLSCHIED, Architektin, wohnhaft in D-66663 Merzig, Brückenstrasse 100.

Vorgenannte Komparenten, handelnd wie vorerwähnt, ersuchten den unterzeichneten Notar, die Satzung einer zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden.

Enennung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck - Kapital

Art. 1. Es wird hiermit eine luxemburgische Aktiengesellschaft (société anonyme) unter der Bezeichnung „ARCHITEKTENBUERO S.A.“ gegründet.

Art. 2. Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Stadtbredimus.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Filialen und Tochtergesellschaften, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Unbeschadet der Regeln des allgemeinen Rechtes betreffend die Kündigung von Verträgen, falls der Gesellschaftssitz auf Grund eines Vertrages mit Drittpersonen festgesetzt wurde, kann, durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates, der Sitz der Gesellschaft an jede andere Adresse innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes verlegt werden. Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Generalversammlung an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum verlegt werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder von diesem Sitz mit dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese einstweilige Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die unabhängig von dieser einstweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes, luxemburgisch bleibt.

Die Bekanntmachung an Dritte von einer derartigen Verlegung hat durch die Organe zu erfolgen, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt sind.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft sind die Ausführungen von Architektenleistungen, insbesondere Bauherrenberatung, Visualisierungen, Planung, Ausführung und Betreuung von Bauwerken und alle damit verbundenen und den Gesellschaftszweck fördernden Tätigkeiten.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft jeder kommerziellen Tätigkeit nachgehen, sofern dies nicht speziell geregelt oder dem Verhaltenskodex der OAI (Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils) entgegensteht.

Die Gesellschaft kann des Weiteren sämtliche Geschäfte industrieller, kaufmännischer, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Natur tätigen, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Hauptzweck in Zusammenhang stehen oder zur Errichtung und Förderung des Hauptzweckes der Gesellschaft dienlich sein können.

Die Gesellschaft kann sich an luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen, unter irgendwelcher Form beteiligen, falls diese Unternehmen einen Zweck verfolgen der demjenigen der Gesellschaft ähnlich ist oder wenn eine solche Beteiligung zur Förderung und zur Ausdehnung des eigenen Gesellschaftszwecks nützlich sein kann.

Die Gesellschaft ist ermächtigt diese Tätigkeiten sowohl im Großherzogtum Luxemburg wie auch im Ausland auszuführen.

Die Gesellschaft ist des Weiteren ermächtigt im Inn- und Ausland Zweigniederlassungen zu eröffnen.

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend fünfhundert EURO (31.500.- EUR) eingeteilt in sechshundertdreißig (630) Aktien mit einem Nennwert von je fünfzig EURO (50.- EUR).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder reduziert werden, durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher wie bei Satzungsänderung zu fassen ist.

Verwaltung - Überwachung

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, deren Mitglieder nicht Aktionäre zu sein brauchen. Die Gesellschaft, die bei der Gründung nur einen Aktionär hat oder wo die Hauptversammlung später feststellt, dass nur noch ein Aktionär alle Aktien hält, kann durch einen Verwaltungsrat mit nur einem Mitglied verwaltet werden.

Die Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig. Sie können von der Generalversammlung jederzeit abberufen werden.

Scheidet ein durch die Generalversammlung der Aktionäre ernanntes Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die auf gleiche Art ernannten verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates einen vorläufigen Nachfolger bestellen. Die nächstfolgende Hauptversammlung nimmt die endgültige Wahl vor.

Art. 7. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, welche zur Verwirklichung des Gesellschaftszweckes notwendig sind oder diesen fördern. Alles, was nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Hauptversammlung vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Wenn die Gesellschaft einen Verwaltungsrat mit nur einem Mitglied hat, so hat auch dieses Mitglied allein die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, welche zur Verwirklichung des Gesellschaftszweckes notwendig sind oder diesen fördern.

Der Verwaltungsrat muss aus seiner Mitte einen Vorsitzenden bestellen; in dessen Abwesenheit muss der Vorsitz einem anwesenden Verwaltungsratsmitglied übertragen werden.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Vertretung durch ein entsprechend bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, welche schriftlich, per Fax oder E-mail erfolgen kann, ist gestattet. In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, Telegramm, Fax oder E-mail erfolgen.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrats über Videokonferenz oder gleichwertigen Kommunikationsmittel die seine Identifikation gewährleisten, teilnehmen. Diese Kommunikationsmittel müssen technischen Voraussetzungen genügen, die die effektive Teilnahme an der Beratung, welche ununterbrochen übertragen werden muss, gewährleisten. Die Beteiligung an einer Sitzung über die vorerwähnten Kommunikationswege ist mit einer persön-

lichen Beteiligung an der Sitzung gleichzusetzen. Eine Sitzung des Verwaltungsrats die über vorerwähnte Wege abgehalten wird gilt als am Gesellschaftssitz abgehalten.

Art. 8. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einfacher Stimmenmehrheit getroffen. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden nicht ausschlaggebend, dies um Zweifel zu vermeiden.

Art. 9. Die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates werden von den in den Sitzungen anwesenden Mitgliedern unterschrieben.

Die Beglaubigung von Abzügen oder Auszügen erfolgt durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch einen Bevollmächtigten.

Art. 10. In Zustimmung mit Artikel 8 hat der Verwaltungsrat die weitgehendsten Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz und durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist.

Art. 11. Gemäß Artikel 60 kann der Verwaltungsrat seine Befugnisse hinsichtlich der laufenden Geschäftsführung sowie die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte übertragen, die einzeln oder gemeinschaftlich handeln können und nicht Aktionäre zu sein brauchen. Der Verwaltungsrat beschließt ihre Ernennung, ihre Abberufung und ihre Befugnisse. Bei der Übertragung der laufenden Geschäftsführung an einzelne seiner Mitglieder verpflichtet sich der Verwaltungsrat, der jährlichen Hauptversammlung Bericht zu erstatten über alle Gehälter, Dienstbezüge und sonstige, dem Befugten zugestandenem Vorteile. Die Gesellschaft kann auch spezielle Mandate durch beglaubigte- oder Privatvollmacht übertragen.

Art. 12. Dritten gegenüber wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, oder durch die Einzelunterschrift entsprechend durch den Verwaltungsrat bevollmächtigter Personen verpflichtet. Besteht der Verwaltungsrat aus nur einem Mitglied, so wird die Gesellschaft mit dessen Einzelunterschrift verpflichtet.

Art. 13. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere von der Generalversammlung ernannte Kommissare überwacht, welche nicht Aktionäre sein müssen, die ihre Zahl festlegt und ihre Vergütung festlegt.

Die Dauer der Amtszeit der Kommissare wird von der Generalversammlung festgelegt. Sie kann jedoch sechs Jahre nicht überschreiten.

Generalversammlung

Art. 14. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre. Sie hat die weitestgehenden Vollmachten, um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden. Ihre Beschlüsse sind bindend für die Aktionäre welche nicht vertreten sind, dagegen stimmen oder sich enthalten. Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt gemäß den Bestimmungen des Gesetzes.

Art. 15. Die jährliche Generalversammlung tritt in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes oder an dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen und zwar am 19. Mai eines jeden Jahres, um 9.00 Uhr.

Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

Art. 16. Der Verwaltungsrat oder der oder die Kommissare können eine außerordentliche Generalversammlung einberufen. Sie muss einberufen werden, falls Aktionäre, die mindestens zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals vertreten, einen derartigen Antrag stellen.

Art. 17. Jede Aktie gibt ein Stimmrecht von einer Stimme. Die Gesellschaft wird nur einen Träger pro Aktie anerkennen; für den Fall, wo eine Aktie mehreren Personen gehört, hat die Gesellschaft das Recht, die Ausübung alle Verfügungsrechte, welche dieser Aktie anhaften, zu suspendieren, und zwar solange bis der Gesellschaft gegenüber ein einziger Eigentümer ernannt wird.

Geschäftsjahr - Gewinnverteilung

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember des gleichen Jahres.

Der Verwaltungsrat erstellt den Jahresabschluss, wie gesetzlich vorgeschrieben:

Er legt diesen, mit einem Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft, spätestens einen Monat vor der Jahresgeneralversammlung, den Kommissaren zur Einsicht, vor.

Art. 19. Vom Nettogewinn des Geschäftsjahres sind mindestens 5% für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden; diese Verpflichtung wird aufgehoben, wenn die gesetzliche Rücklage 10% des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Zusätzlich sind die Aktionäre jeder Zeit berechtigt zur Auszahlung von Vorschussdividenden während eines jeden Geschäftsjahres zu schreiten.

Auflösung - Liquidation

Art. 20. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie bei Satzungsänderungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sind und die durch die Generalversammlung unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütungen ernannt werden.

Allgemeine Bestimmungen

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, sowie auf die späteren Änderungen.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2015.

Die ersten Verwaltungsratsmitglieder, der (die) erste(n) Rechnungskommissar(e) und gegeben Falls der erste Delegierte des Verwaltungsrates werden von der außerordentlichen Gesellschafterversammlung ernannt, die sofort nach der Gründung abgehalten wird.

Kapitalzeichnung - Einzahlung

Die sechshundertdreissig (630) Aktien wurden durch die nachstehenden Aktionäre wie folgt gezeichnet:

1.- Herr Philipp REINHARD, vorgeannt, dreihundertfünfzehn Aktien,	315
2.- Frau Julia WOLLSCHIED, vorgeannt, dreihundertfünfzehn Aktien,	315
Total: sechshundertdreissig Aktien	630

Dieselben Aktien wurden von den vorerwähnten Gesellschaftern nur in Höhe von neuntausend Euro (9.000.- EUR) in bar eingezahlt, so dass die Summe von neuntausend Euro (9.000.- EUR) der Gesellschaft ab heute zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar ausdrücklich bestätigt wurde. In diesem Zusammenhang hat der amtierende Notar auf die Bestimmungen von Artikel 43 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften aufmerksam gemacht betreffend die Form der Aktien, die das gesamte gezeichnete Aktienkapital darstellen.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Belehrung

Der amtierende Notar hat die Komparenten auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 aufmerksam gemacht, und insbesondere betreffend das Erstellen eines Registers der Namensaktien (Artikel 39) sowie eines Registers der Inhaberaktien (Artikel 42) sollten deren ausgestellt werden. Die Komparenten erklären diese Bestimmungen verstanden zu haben und sich bewusst zu sein dass deren Nichteinhaltung strafrechtlich geahndet wird.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung entstehen, auf eintausenddreihundert Euro (EUR 1.300.-).

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann haben die eingangs erwähnten Parteien, die das gesamte Aktienkapital vertreten, sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachten, zusammen gefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Zahl der Verwaltungsmitglieder wird auf drei (3) festgelegt.

Zu Verwaltungsratsmitgliedern bis zur Generalversammlung vom Jahre 2018 werden ernannt:

- 1) Herr Philipp REINHARD, vorgeannt.
- 2) Frau Julia WOLLSCHIED, vorgeannt.
- 3) Frau Judith VUCAJ, Apothekerin, wohnhaft in D-66740 Saarlouis, Neuforweilerweg 5.

Zweiter Beschluss

Zum Rechnungskommissar bis zur Generalversammlung vom Jahre 2018 wird ernannt:

Herr Herbert HENZ, Unternehmensberater, wohnhaft in D-66287 Quierschied, Quierschieder Strasse 140.

Dritter Beschluss

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-5450 Stadtbredimus, 6, rue Pierre Risch.

104205

Erklärung

Die erschienenen Parteien erklären hiermit, dass sie selbst an den eingebrachten Vermögenswerten letztlich wirtschaftlich berechtigt sind und bestätigen dass die Gelder und Vermögenswerte nicht aus einer Straftat herrühren.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Remich, am Datum wie Eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. REINHARD, J. WOLLSCHIED, Patrick SERRES.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 19 juin 2015. Relation: GAC/2015/5160. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. PIERRET.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Remich, den 30. Juni 2015.

Référence de publication: 2015102762/199.

(150113080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Europa Heron S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 112.356.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale des Associés (l' «Assemblée») tenue au siège social de la Société en date du 29 juin 2015

L'Assemblée a décidé:

1. d'accepter la démission de Monsieur Vincent Goy, gérant de la Société, avec effet au 29 juin 2015;
2. d'élire, pour une durée indéterminée, en tant que gérante de la Société Madame Maud Martin, résidant professionnellement au 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 30 Juin 2015.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2015103847/18.

(150114424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Prop Co S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 195.953.

L'an deux mille quinze, le dix-huitième jour du mois de juin.

Par-devant Nous, Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg),

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «Prop Co S.A., SPF», une société anonyme, ayant son siège social au L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195.953 (ci-après la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 2 avril 2015, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1382 en date du 30 mai 2015, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés depuis sa constitution.

L'assemblée a été déclarée ouverte sous la présidence de Julien Granger, employé privé, demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper, qui a désigné comme secrétaire Julie Gillardin, employée privée demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18 rue Robert Stümper.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Axel Butaije, employé privé, demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Modification du conseil d'administration actuel, qui sera alors composé au moins d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B, et modification subséquente du premier alinéa de l'article 6 des statuts concernant la composition du conseil d'administration;

2. Modification de l'article 9 des statuts de la Société concernant le pouvoir de signature;

3. Création de deux classes d'administrateurs au sein de la Société, respectivement des administrateurs de classe A et des administrateurs de classe B., et nomination de Monsieur Denis BOLOTOV en tant que nouveau administrateur de la Société;

4. Divers.

(ii) Que les Actionnaires présents ou représentés, les mandataires des Actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par les Actionnaires, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les Actionnaires présents, les mandataires des Actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des Actionnaires représentés, après avoir été signées par les mandataires, les membres du bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexées au présent acte.

(iv) Que l'intégralité du capital social était représentée à l'assemblée et tous les Actionnaires présents ou représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et ont renoncé à leur droit d'être formellement convoqués.

(v) Que l'assemblée était par conséquent régulièrement constituée et a pu délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

(vi) Que l'assemblée a pris, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Les Actionnaires demandent au notaire instrumentant soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier la composition du conseil d'administration de la Société qui sera désormais composé d'au moins un (1) administrateur de classe A et d'au moins un (1) administrateur de classe B.

L'assemblée générale décide en conséquence de modifier le premier alinéa de l'article 6 des statuts de la Société comme suit:

Art. 6. (premier alinéa). «La société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, dont au moins un (1) administrateur de classe A et au moins un (1) administrateur de classe B, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la société. Les administrateurs seront élus par les actionnaires à l'assemblée générale qui déterminera leur nombre, leur rémunération et le terme de leur mandat. Le terme du mandat d'un administrateur ne peut excéder six ans, et les administrateurs conservent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Les administrateurs peuvent être réélus à leur fonction pour différents mandats consécutifs.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 9 des statuts de la Société concernant le pouvoir de signature des administrateurs, en prenant en considération les résolutions précédentes, comme suit:

Art. 9. «Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B ou par la signature individuelle d'un administrateur délégué pour ce qui concerne la gestion journalière.

La Société sera également engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de créer deux classes d'administrateurs au sein de la Société, respectivement des administrateurs de classe A et des administrateurs de classe B.

L'assemblée générale décide d'attribuer ces deux classes d'administrateurs A et B comme suit:

1. Est nommé administrateur de classe A:

- Monsieur Denis BOLOTOV, dirigeant de société, né le 28 mars 1991 à Mascou (Fédération de Russie), demeurant au 17, rue Kastanaevskaya, Moscou, Russie.

2. Sont nommés administrateurs de classe B:

- Monsieur Benoit DE FROIDMONT, né le 26 juillet 1975 à Rocourt (Belgique), demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18 rue Robert Stümper

- Monsieur Adrien ROLLE, né le 21 août 1975 à Liège (Belgique), demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18 rue Robert Stümper.

- Monsieur Frédéric DEPIREUX, né le 25 septembre 1979 à Liège (Belgique), demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18 rue Robert Stümper.

La durée des mandats des nouveaux administrateurs de classe A et de classe B, prénommés, prendra fin lors de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2020, à moins qu'une assemblée générale des actionnaires n'en décide autrement.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont estimés à mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du Bureau, connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. GRANGER, J. GILLARDIN, A. BUTAIJE, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 19 juin 2015. Relation: DAC/2015/10436. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur ff. (signé): RODENBOUR.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 29 juin 2015.

Référence de publication: 2015103284/93.

(150112393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Coordination-Rénovation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7661 Medernach, 22A, rue de Larochette.

R.C.S. Luxembourg B 102.574.

L'an deux mille quinze.

Le dix-sept juin.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Patrick BETTENDORF, maître-maçon, demeurant à L-7636 Ernzen, 38a, Montée d'Ernzen.

2.- Monsieur Jean KREMER, technicien, demeurant à L-9696 Winseler, 26, Naerterstrooss.

Lesquels comparants, ont exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

I.- Que les comparants sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée COORDINATION-RENOVATION S.à r.l., avec siège social à L-7661 Medernach, 22a, rue de Larochette, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 102.574 (NIN 2004 24 18 413).

II. Que la société a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 23 août 2004, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1101 du 30 octobre 2004.

III. Que le capital social de la société s'élève à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125.-) chacune.

Que suite à un contrat de cession de parts sociales sous seing privé avec effet au 1^{er} janvier 2015, lequel contrat, après avoir été signé "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement, les cent (100) parts sociales sont attribuées aux associés comme suit:

1.- Monsieur Patrick BETTENDORF, prénommé, vingt-cinq parts sociales	25
2.- Monsieur Jean KREMER, prénommé, soixante-quinze parts sociales	75
Total: CENT parts sociales	100

Monsieur Jean KREMER, prénommé, agissant en sa qualité de gérant administratif et Monsieur Patrick BETTENDORF, prénommé, agissant en sa qualité de gérant technique de la société COORDINATIONRENOVATION S.à r.l., déclarent accepter la prédite cession de parts sociales conformément à l'article 1690 du Code Civil avec dispense de signification.

IV. Ensuite les comparants, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

Suite à la prédite cession de parts sociales, les associés décident de modifier l'article 6 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125.-) chacune.

Les parts sociales sont attribuées aux associés comme suit:

1.- Monsieur Patrick BETTENDORF, maître-maçon, demeurant à L-7636 Ernzen, 38a, Montée d'Ernzen, vingt-cinq parts sociales	25
2.- Monsieur Jean KREMER, technicien, demeurant à L-9696 Winseler, 26, Naerterstrooss, soixante-quinze parts sociales	75
Total: CENT parts sociales	100.»

Deuxième résolution

a) Les associés décident de nommer Monsieur Patrick BETTENDORF, maître-maçon, né à Luxembourg, le 16 mars 1965, demeurant à L-7636 Ernzen, 38a, Montée d'Ernzen, en tant que gérant administratif de la société pour une durée indéterminée.

b) Les associés décident de nommer Monsieur Jean KREMER, technicien, né à Ettelbruck, le 25 décembre 1968, demeurant à L-9696 Winseler, 26, Naerterstrooss, en tant que gérant technique de la société pour une durée indéterminée.

c) La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle d'un des deux gérants jusqu'à concurrence du montant de dix mille Euros (€ 10.000.-). Au-delà de ce montant, les signatures conjointes des deux gérants seront requises dont obligatoirement celle du gérant technique.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant d'après leurs noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. BETTENDORF, J. KREMER, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 22 juin 2015. Relation: GAC/2015/5190. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 26 juin 2015.

Référence de publication: 2015102116/60.

(150112060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Landmark S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 107.905.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19. Juni 2015.

Landmark S.A.

Maria Löwenbrück / Petra Hauer

Référence de publication: 2015105015/12.

(150115290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

BRC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 748.885.344,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 99.842.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 26 juin 2015

En date du 26 juin 2015, l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Mme. Elizabeth Timmer de son mandat de Gérant B avec effet au 29 mai 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Helle Dueholm

Mandataire

Référence de publication: 2015102811/15.

(150112862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.
